

ÉDITO

Éléments de réflexion



La Chambre vient d'envoyer une délégation économique au Sultanat d'Oman, à la satisfaction des hôtes et des participants. On avait plaisir à parler investissements et affaires ; au Liban le climat s'y prête de moins en moins. Quelques jours avant, nous étions à Chypre et en Algérie. Et avant cela aux Émirats arabes unis, au Royaume d'Arabie saoudite, en Espagne, en Italie et en France.

La discussion porte essentiellement sur les investissements croisés. Une entreprise libanaise qui veut s'exporter investit dans une entreprise similaire ou complémentaire du pays cible, et règle son investissement en parts de sa propre industrie. Ce faisant l'entreprise grandit, se régionalise ou même s'internationalise sans bourse délier. L'accès au pays hôte et à ses marchés devient automatique. L'entreprise technique profite des progrès de son partenaire. Il y a tout à gagner dans un contrat de confiance réciproque. Les chambres sont là pour rationaliser cette confiance, s'agissant de leurs membres, et pour offrir leur soutien à long terme.

La communauté des affaires a vite compris que c'est la porte de sortie du marasme qui sévit, et auquel nous ne trouvons plus de solution à l'intérieur. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'entreprises prospères, ou qu'il ne peut plus y en avoir, sinon personne n'investirait au Liban, mais qu'elles deviennent de plus en plus rares. Nous devons imaginer des solutions innovantes, l'investissement croisé est une. Cet investissement est dans les possibilités de l'entreprise moyenne ; nous voulons le rendre à la portée de la petite entreprise.

Dégager l'économique du politique

Pour revenir aux conditions internes, nous affrontons trois défis majeurs:

- 1- La situation politique à laquelle s'ajoute l'insécurité aux frontières, la discorde interne et le blocage des institutions ;
- 2- La crise syrienne, le déferlement des réfugiés, et la rupture du transport terrestre vers l'hinterland arabe ;
- 3- La conjoncture mondiale et ses effets pervers sur le premier marché du Liban que sont les pays arabes.

Nous ne demandons pas l'impossible, mais seulement de dégager l'économique du marasme politique ; de voter les lois en souffrance au Parlement, de faciliter le partenariat entre les secteurs public et privé pour relancer l'investissement et assurer un meilleur service public.

Au cours des années ordinaires, le Liban a réalisé une progression supérieure à l'ensemble des pays non pétroliers de la région. La démocratie et la liberté économique lui ont permis une croissance soutenue essentiellement due à l'optimisation des ressources, à la facilité d'entreprendre, à son engagement dans le tertiaire qui a permis d'exploiter au mieux ses avantages comparatifs. Le revers de la médaille fut la fragilisation de son économie fortement intégrée au Golfe, la baisse des opportunités d'emploi du fait du recul de l'industrie manufacturière. Le résultat fut un chômage intense et la dégradation de l'indice de population active.

Relance de la productivité

La productivité se définit comme le rapport du coût des intrants sur celui des extrants. Le prix d'un produit final ou d'un service est déterminé par le marché ; la combinaison des intrants détermine son coût. Cela se vérifie dans toutes les activités économiques. Tant la consommation que l'exportation en dépendent. La recherche de la productivité doit orienter toutes les politiques économiques : les accords commerciaux, l'organisation du marché interne, le tarif des biens publics, la grille des salaires, les prélevements fiscaux et sociaux.

À cet objectif global se greffe un objectif intermédiaire : favoriser les activités génératrices d'emploi à la fois pour résorber le chômage, améliorer l'indice d'emploi, et assurer un minimum d'occupation rentable aux réfugiés qui peuvent produire et subvenir à leurs besoins. L'industrie manufacturière est la première source d'emploi intensif, et la relance de l'emploi ne saurait attendre dans la conjoncture présente.

À titre d'exemple, l'application d'un tarif adéquat à l'industrie fortement consommatrice d'énergie peut rendre leur compétitivité à beaucoup d'activités. L'application de taux d'intérêt compétitifs aux industries manufacturières peut relancer dans le pays une vaste capacité inemployée et contribuer à l'emploi recherché.

L'application des mesures dans un ordre rationnel et une combinaison adéquate constitue un levier autrement plus efficace au niveau de la productivité, et un pas en avant vers la productivité totale des facteurs qui déterminent le niveau de vie d'une nation et dessinent son avenir.

Le travail de fond que nous faisons pour l'internationalisation de l'entreprise serait fortement compromis si les lois économiques n'étaient pas votées et/ou si les politiques favorables à la restauration de la productivité étaient négligées.

INDEX

Au Liban, le luxe épargné par la crise?



P.04



SUPPORTING SYRIA & THE REGION
LONDON 2016
P.07
Le Liban réclame 11,3 milliards de dollars à la conférence de Londres



P.13
The Role of Manufacturing Industries in the Arab Region

EN FRANÇAIS

- P02. Actu du mois
P03. Le Sénat, régulateur de la diversité libanaise
P04. Au Liban, le luxe épargné par la crise?
P05. L'ESA, 20 ans d'éthique et de développement de l'esprit d'entreprise
P06. ArabNet Beirut: le Libanais pionnier du numérique dans la région Mena
P07. Le Liban réclame 11,3 milliards de dollars à la conférence de Londres

- P07. Dette et risque souverain: à quel point faut-il s'inquiéter?
P08. Qualeb, un instrument de développement méconnu

IN ENGLISH

- P10. The Lebanese Training Center
P11. CCIAT launched the "2016 Initiative to strengthen the role of Small and Medium Enterprises"
P11. BAU-Chamber of Tripoli: New partnership between academia and the private sector

- P12. Lebanon among historical founders of the WTO... fights for recognition
P13. Fourth olive oil conference in Hasbaya and Marjayoun

- P13. Palestinian heritage exhibition at the Chamber in Sidon and the South
P14. Lebanese delegation to Oman to hasten joint cooperation projects
P14. Business rise between Lebanon and Algeria
P15. Exports originated from the Bekaa for the year 2015

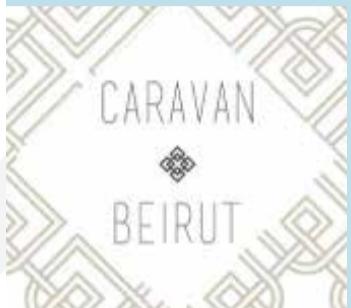
- P16. Agriculture support aiming for a better productivity
P16. The Lebanese Cypriot Economic Forum: Mutual Promising investments

- P17. The cost of political unrest
P18. The Role of Manufacturing Industries in the Arab Region
P19. Market Stars in Africa
P19. Lebanon in Figures
P20. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities



ACTU DU MOIS

Caravan Beirut se dirige vers Washington DC



Arrivée en beauté pour Caravan Beirut qui a choisi comme première destination Washington DC, capitale des États-Unis et son cœur, à la fois culturel et artistique. L'occasion de lancer son «pop-up shop» en même temps qu'un concept, créé pour être renouvelé dans les plus importantes villes américaines et du monde. Pour cette première édition qui se tiendra du 8 au 12 avril prochains, une belle palette de designers libanais proposera à sa manière un «tour organisé» des meilleurs talents locaux. Soit quatre jours d'un «pop-up store» mis en place dans un espace de 1 200 m² situé à Georgetown Park. Derrière cet événement, deux jeunes femmes: Nour Khoury, co-fondatrice de la plate-forme de vente en ligne Bucolik, et Mariana Wehbé, spécialiste des relations publiques, ont mis leur énergie en commun pour faire voyager le meilleur du Liban à l'étranger. En collaboration avec la Chambre de commerce libano-américaine, Caravan Beirut a ainsi sélectionné un nombre d'artistes libanais du monde de la mode, de la photographie, des accessoires, des bijoux et des articles de maison. À cette occasion, la boutique de luxe en ligne Bucolik, dont l'objectif est de mettre en avant des créateurs émergents en leur proposant une vitrine idéale, célébrera également son lancement.

Alger est la 6e ville la moins chère au monde

The ten cheapest cities in the world			
Country	City	WCOL Index (New York=100)	Rank
Zambia	Lusaka	41	133
India	Bangalore	42	132
India	Mumbai	43	131
Kazakhstan	Almaty	44	127
Algérie	Algiers	44	127
India	Chennai	44	127
Pakistan	Karachi	44	127
India	New Delhi	45	126
Syria	Damascus	46	124
Venezuela	Caracas	46	124

dans un classement de 10 villes où le coût de la vie est réduit et qui comprend également Damas (Syrie), New Delhi (Inde) et Lusaka (Zambie). La capitale algérienne arrive à la 127e place mondiale en termes de coût de la vie, indique l'étude rapportée par le *Huffington Post*, et a ainsi perdu trois places par rapport au classement de la précédente édition. Selon la même étude, Singapour est la ville la plus chère du monde. Paris arrive cinquième, Londres sixième, et Copenhague huitième.

Lavazza a racheté Carte Noire



Numéro un en Italie, le torréfacteur Lavazza prend également la tête du marché en France avec l'acquisition de Carte Noire. Le groupe italien, qui emploie 3 000 salariés, va voir son chiffre d'affaires passer de 1,4 à 1,7 milliards d'euros, en partie grâce à cette croissance externe. Lavazza réalise déjà plus de 70% de son activité hors Italie. Carte Noire représente un chiffre d'affaires d'environ 400 millions d'euros. Lavazza reprend les 500 salariés de la marque et le site de production de Lavérune, en France, où sera concentrée toute la production. Lavazza revendique la place de septième torréfacteur mondial.

Selon une étude de The Economist Intelligence Unit (EIU) publiée le 10 mars, Alger a obtenu un score de 44/100 selon le Worldwide Cost of Living Index, en comparaison avec New York: un litre d'essence sans plomb coûte 0,27 dollars contre 0,63 dollars dans la métropole américaine. Alger a été classée 6e ville la moins chère au monde,

Philippe Askenazy: Tous rentiers!



pour désigner la constitution de nouvelles grandes fortunes.

Les Galeries Lafayette tirent le rideau à Casablanca



Cinq ans après leur implantation au Maroc, les Galeries Lafayette quittent le pays faute de clientèle. Le magasin de 13 000 m² de surface de vente exploité en franchise par le groupe Aksal a fermé ses portes le 31 mars. Installé en périphérie de Casablanca, dans le Morocco Mall, présenté comme le plus grand centre commercial d'Afrique du Nord, le magasin pourrait être remplacé par l'enseigne Tati, une info relayée par plusieurs médias marocains. En dépit de cet échec, les Galeries Lafayette déclarent poursuivre leur stratégie de développement dans les pays méditerranéens et du Golfe avec des ouvertures prévues à Doha, Milan et Istanbul.

Royaume-Uni: Facebook va payer plus d'impôts



Facebook a annoncé le 4 mars que les recettes publicitaires tirées de ses grands clients britanniques ne seraient désormais plus déclarées au Royaume-Uni mais en Irlande, où le prélèvement fiscal - 12,5% contre 20% au Royaume-Uni - est parmi les plus faibles de l'Union européenne. Résultat: le géant américain devrait payer plus d'impôts. Facebook avait fait scandale au Royaume-Uni quand on avait appris qu'en 2014 le géant d'Internet avait payé 4 327 livres (soit 5 600 euros) d'impôts sur les sociétés. Soit moins que le montant moyen de taxes et de cotisations sociales versées par un seul travailleur britannique célibataire.

Chine: effondrement des exportations du pays



C'est un nouveau signe de faiblesse de l'économie chinoise: les exportations se sont effondrées de plus de 25% au mois de février. C'est ce qui ressort de chiffres publiés par les douanes chinoises. C'est le plongeon le plus fort enregistré depuis 2009. Il s'explique par les longs congés du Nouvel An lunaire, mais pas seulement. La baisse de la demande extérieure, liée notamment à la chute de l'euro, rend les produits chinois plus chers en Europe. Les exportations chinoises vers l'Union européenne ont ainsi baissé de plus de 10% sur un an, et celles vers les États-Unis de près de 11% sur la même période. Une autre raison explique cette chute des exportations. La deuxième économie mondiale est confrontée à une hausse des coûts du travail qui met à mal sa compétitivité. C'est la dégringolade également du côté des importations, qui plongent pour le seizième mois consécutif, de 13,8% en février. Des importations pénalisées par la chute des cours des matières premières. Au final, l'excédent commercial chinois s'est effondré, au mois de février, de 46%.

ECONEWS
The Chambers Newsletter

Quand les cris n'ont plus d'échos...

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	25cm L x 33cm H	\$ 1,000
Demi-page	12cm L x 33cm H	\$ 600
Quart de page	12cm L x 16cm H	\$ 400
Manchette bas de page	25cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 22,000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266



Le Sénat, régulateur de la diversité libanaise

Marilyne Jallad

La création d'un Sénat libanais est régulièrement remise sur le tapis puis renvoyée aux calendes grecques. Prévue historiquement et surtout remise à l'ordre du jour à Taëf, quels en seraient les avantages? Le Sénat, un rêve? Un luxe ou une nécessité? Voir un maillon essentiel d'une vraie démocratie? Pour nous éclairer, Marwan Hamadé, député et ex-ministre, inlassable combattant pour la démocratie et la liberté a répondu à nos questions. Cet homme de lettres de la première heure et journaliste dans l'âme estime qu'un Sénat libanais serait une étape vers la déconfessionnalisation totale mais avec des garde-fous contre les débordements.

Quid d'un Sénat libanais? Et quels en seraient les avantages?

Le Sénat au Liban a une histoire qui remonte au mandat français et à la première constitution libanaise de 1926. Mais très vite l'autorité mandataire a écarté l'idée du bicaméralisme dès l'instant où les répartitions constitutionnelles trouvaient leur place dans la Chambre unique qui est jusqu'à aujourd'hui le Parlement libanais. Cependant aux vues des développements politiques, démographiques et sociaux, l'idée d'une deuxième chambre a été relancée à l'occasion du débat de plus en plus intense sur la déconfessionnalisation. Ce débat s'est intensifié pendant la guerre civile et au vu des différentes craintes émanant de telles ou telles communautés surtout les plus minoritaires d'entre elles, les projets de réformes, d'abolition progressive du confessionnalisme politique se sont articulés autour de la création d'un sénat. Ainsi, la Chambre basse pourrait être déconfessionnalisée et ne représenterait plus une parité absolue en raison justement de la démographie profondément modifiée mais les communautés trouveraient dans un sénat (un peu à l'américaine) les garanties essentielles préservant leurs droits et empêchant tout vote uni caméraliste sur les «questions essentielles». À savoir: l'unité du pays, son indépendance, ses frontières, son système démocratique et parlementaire, les grandes options économiques et sociales, la décentralisation et surtout les droits civiques et «les priviléges communautaires», c'est-à-dire les questions relevant de l'état civil et des particularités religieuses.

En quelque sorte, le Sénat aurait des prérogatives qui ressemblent, dans leur champ d'application aux dispositions de l'Article 65 de la Constitution qui énumère les questions exigeant une majorité des 2/3 en Conseil des ministres. En quelque sorte, le Sénat assurerait un atterrissage en douceur (soft landing) de la déconfessionnalisation et maintiendrait les minorités libanaises, surtout chrétiennes qui dans dix ou vingt ans pourraient se retrouver à des pourcentages affaiblis, leurs droits essentiels et leur mot à dire.

“
LES COMMUNAUTÉS
TROUVERAIENT DANS UN SÉNAT
LES GARANTIES ESSENTIELLES
PRÉSERVANT LEURS DROITS
ET EMPÊCHANT TOUT VOTE
UNI CAMÉRALISTE SUR LES
«QUESTIONS ESSENTIELLES»
”

Qu'est ce qui bloque et pourquoi n'a-t-il pas été mis en place jusqu'à ce jour?

Deux obstacles s'érigent devant l'adoption d'un sénat qui serait, lui, confessionnel, paritaire et représentatif de toutes les communautés: d'une part, l'appréhension chrétienne d'une déconfessionnalisation qui à plus ou moins long terme risquerait de torpiller la parité absolue au sein du Parlement (la Chambre basse), d'où les objections apportées à la formation du Haut Comité de déconfessionnalisation progressive prévue à Taëf et transcrit dans l'article 95 de la Constitution.



D'autre part, le refus ou du moins les objections apportées à la création d'une deuxième Chambre par la communauté qui détient la présidence du Parlement et qui considère qu'un sénat et sa présidence porterait ombrage à l'influence du second personnage de l'État.

Alors dans ces circonstances, qui soutient sa création aujourd'hui?

Les textes c'est-à-dire la Constitution (depuis Taëf) qui lie la création du Sénat à la déconfessionnalisation. Ensuite, les perspectives d'un déblocage nécessaire des institutions afin que les réalités démographiques ne soient ni en porte-à-faux des chiffres ni en abolition des droits essentiels des minorités présentes ou à venir, c'est-à-dire les druzes et les chrétiens.

À qui reviendrait la présidence d'un tel organisme?

On a longtemps fantasmé sur une présidence druze. Je peux officiellement dire que les Druzes appellent à un sénat sans la condition préalable de sa présidence d'autant que dans la répartition des présidences s'il y en a deux musulmanes (président du Conseil des ministres et du Parlement), il y aura nécessairement deux chrétiennes et donc les plus enclins à briguer la présidence du Sénat seraient les grecs-orthodoxes. Sauf si dans le processus de déconfessionnalisation, les présidences commencerait à être interverties entre toutes les communautés et donc ouvertes à tous les Libanais. Pourquoi pas un Arménien comme les «Moutassaref (Gouverneur)» à l'époque de l'Empire Ottoman? Ils étaient en avance sur nous!

Et comment serait donc élu le Sénat?

Sur une base confessionnelle, c'est-à-dire que chaque communauté aurait le nombre de représentants correspondant à son importance mais dans le cadre de la parité chrétienne-musulmane (50/50) actuelle de la Chambre d'où le fait que cet organisme serait le régulateur d'une déconfessionnalisation en douceur et avec des garanties respectives maintenues pour toutes les communautés.

Quel dénouement alors?

Le sénat reste un des rouages essentiels de la mise en application des Accords de Taëf, longtemps décriés et à juste titre car non appliqués. Avec le sénat, un début de déconfessionnalisation, une décentralisation administrative élargie qui allégerait les contraintes pour chacun et un pouvoir central fédérateur dans la souplesse, tel est l'esprit de Taëf. Voilà pourquoi un train de réformes devrait être lancé après l'élection du nouveau président de la République ainsi que la remise en marche des institutions qui pourraient alors être reformées sans tomber dans le vide, le chaos ou l'effondrement total qui nous guette tous.

“
JE PEUX OFFICIELLEMENT DIRE
QUE LES DRUZES APPELLENT À
UN SÉNAT SANS LA CONDITION
PRÉALABLE DE SA PRÉSIDENCE
”



Au Liban, le luxe épargné par la crise?

Pas de décroissance réelle du secteur mais des craintes qui se profilent à l'horizon, constatent trois grands noms de l'industrie du luxe.

L'achat d'un produit de luxe est avant tout celui du plaisir et du beau. Et s'offrir un produit plus rare et de qualité bien supérieure flatte à la fois l'égo du client et le différencie surtout lorsque l'achat est personnalisé.

Justement, «la personnalisation est une option que Maserati, (marque centenaire d'automobile italienne italienne d'exception) est une des rares dans le monde à proposer à sa clientèle», affirme Nabil Bazerji, PDG de G.A. Bazerji & Sons, importateur et distributeur exclusif. Reconnu historiquement comme le premier fabricant mondial de sportives à quatre portes, de coupés, et cabriolets sport de grand luxe, «Maserati-Liban n'est pas réellement affectée par la crise», soutient-il. Il observe cependant un changement dans les résultats annuels des ventes, variant entre plus ou moins 3% et 5%. «Ces pourcentages peuvent paraître insignifiants, mais ne sont pas négligeables en termes de quantité dans un petit marché automobile qui compte au total 35 000 voitures/an tous types et budgets confondus», explique le directeur exécutif de la société.

Mais à partir de quel budget considère-t-on qu'une voiture est luxueuse? «Au Liban, lorsque le budget dépasse les 80,000 dollars», précise-t-il. «Ce qui la différencierait aussi des voitures vendues en masse, ce sont ses matériaux un peu plus rares et un peu plus sophistiqués», explique-t-il. «Le luxe c'est aussi le Premium, avec les sous-catégories Premium et Premium Luxury. Le premium est une nouvelle gamme de produits proposés par les fabricants d'automobiles de luxe dont Maserati qui diversifient leur marque vers le bas en s'adressant à une plus large clientèle», indique-t-il. Et ce «en raison de l'émergence mondiale d'une nouvelle classe sociale moyenne, la «classe moyenne plus», qui ne peut s'offrir du luxe mais dont les moyens

dépassent largement ceux de la classe moyenne traditionnelle».

«Au niveau clientèle, je ne constate pas de réel changement car notre marque s'adresse à une fine tranche de la population, qui se compte en milliers et non en dizaine de milliers d'acheteurs que l'on soit en période de crise ou pas», confie-t-il. Pour Nabil Bazerji, le Liban n'est pas en crise car «depuis 1958, le pays est stable dans son instabilité et nous vivons avec cette instabilité au quotidien ainsi que notre économie», explique-t-il. Il émet cependant un bémol: «Le marché libanais et celui du luxe en particulier est capricieux car il est soumis aux secousses politiques, malheureusement assez fréquentes depuis 2015 et qui, en ce début d'année 2016, nous ont affectés plus que jamais auparavant», déplore le responsable qui dit craindre «une légère irrégularité des ventes mensuelles sur 2016 par rapport à 2015 tout comme entre 2015 et 2014 en raison d'une baisse du PIB». Les circonstances politico-sécuritaires peuvent amener certains clients à reporter leur achat, indique-t-il aussi. Autre constat, «l'augmentation d'une clientèle de la tranche budgétaire inférieure en raison de l'émergence de la «classe moyenne plus», surtout chez la diaspora qui cherche à réinvestir dans son pays d'origine. Ce facteur sauve le PIB», souligne-t-il enfin.

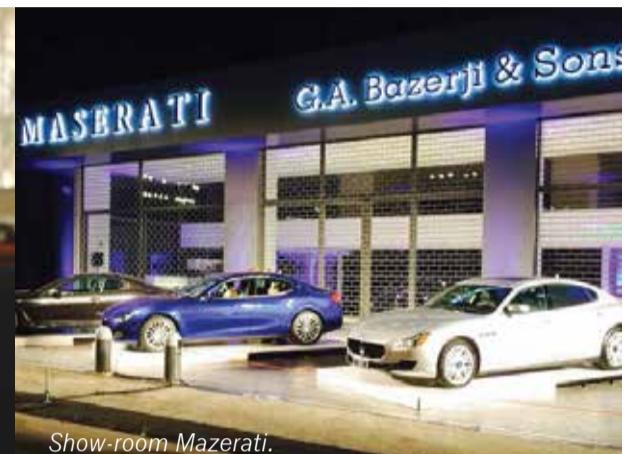
Issu d'une famille reconnue dans la haute-joaillerie, ses pièces portent une histoire, son histoire. Avec son atelier beyrouthin ouvert en 1993, qui compte une trentaine de collaborateurs et des collections exposées dans le monde entier notamment à Istanbul, Genève, Londres, Dallas, Dubaï et à Paris, le succès du talentueux et chaleureux Selim Mouzannar est en expansion continu. «Bien que considéré depuis toujours comme générateur de croissance, le secteur du luxe, et de la joaillerie en particulier, inquiète les experts, en 2016 plus que tout autre année depuis 2009», remarque-t-il.



Selim Mouzannar.



Nabil Bazerji.



Show-room Maserati.

Pour l'entrepreneur, si certaines clientes reportent leurs achats, «c'est surtout par pudeur», observe le joaillier qui dit constater un ralentissement chez certains de ses confrères. «Plus qu'une décroissance économique ou du secteur du luxe, je crains surtout une détérioration au niveau de la situation sécuritaire au Liban», poursuit-il. Sans oublier, «la chute du prix du pétrole, des sociétés mondiales malades, une région volcanique, une Europe souffrante et tant d'autres défis qu'il faut relever», ajoute l'entrepreneur. Autant de facteurs négatifs qui pourraient se répercuter sur les secteurs les plus solides de l'économie. «Les entreprises qui tireront leur épingle du jeu sont celles qui auront prévu les hauts et les bas de l'économie qui est cyclique», note-t-il. «Notre devoir moral est cependant de rester optimiste. Dans un océan de désespoir, il faut chercher un oasis d'espoir», conclut Selim Mouzannar.

à Paris son studio au 38 Boulevard Raspail, s'entourant des meilleurs artisans et faonniers français pour créer ses collections de prêt-à-porter de luxe disponibles dans 60 boutiques du monde. «S'habiller luxueusement est presque une normalité pour mes clientes libanaises (locales ou d'ailleurs) qui souhaitent bien paraître en toutes circonstances», confie-t-il. Dans sa collection Haute-Couture (à partir de 20 000 dollars), il ressent l'effet de la crise au niveau des quantités vendues. «Certaines de mes clientes qui avaient pour habitude d'acheter deux robes en même temps n'en prennent plus qu'une», affirme-t-il. «Par pudeur ou légère prévoyance», selon lui. Dans le «prêt-à-porter, l'achat n'est pas affecté, la consommation s'étant banalisée pour devenir presque une obligation», ajoute-t-il. «C'est surtout en période de crise, que nous Libanais devrions être solidaires en achetant les uns des autres». Un geste qu'il confie accomplir lors de ses fréquents passages au Liban.



Rabih Kayrouz crédits Raphael Lugassy. Collection de la Maison Rabih Kayrouz 2016.

Côté haute-couture et prêt-à-porter, c'est le même constat. «Depuis l'été 2015, j'observe un ralentissement, une ambiance morose et une baisse de touristes et de Libanais de l'étranger», affirme le talentueux couturier Rabih Kayrouz. Diplômé de la Chambre Syndicale de la Couture Parisienne, c'est attiré par l'énergie de reconstruction de Beyrouth qu'il revient en 1998 et fonde la Maison Rabih Kayrouz où il crée des pièces uniques pour des femmes qui l'inspirent. En 2009, il installe

Bienvenue à ECONEWS

Abonnez-vous
et recevez votre copie gracieusement

Envoyer un Email à: Econews@ccib.org.lb

Indiquer s.v.p.

- ECONEWS version imprimée
- ECONEWS version électronique

Prénom, Nom
Institution
Adresse postale
Téléphone
Adresse électronique

L'ESA, 20 ans d'éthique et de développement de l'esprit d'entreprise

Marilyne Jallad

Cette année est particulière pour l'ESA, l'École Supérieure des Affaires qui célèbre ses vingt ans avec des formations et diplômes du niveau des plus grandes écoles françaises et européennes. Son dynamique directeur Stéphane Attali revient pour Econews sur l'histoire et les fondamentaux de cette structure de co-développement franco-libanais par excellence.



«Dans un contexte de dépression économique et sociale, la seule réponse à apporter, celle que les Libanais nous enseignent, est de croire en l'avenir et d'investir dans les fondamentaux, c'est-à-dire dans la connaissance et dans le capital humain», affirme Stéphane Attali, directeur de l'ESA. Une mission fixée depuis le début. «En vingt ans, nous n'avons jamais dévié de notre mission de former les futurs dirigeants et cadres d'entreprise en leur faisant bénéficier de l'expertise française et aujourd'hui européenne et d'accompagner ainsi le développement économique libanais», explique-t-il. Pour atteindre ces objectifs, il a fortement salué le travail accompli par les acteurs français et libanais qui ont permis à l'ESA d'être l'emblème d'un véritable co-développement entre les deux pays, un co-développement marqué par une volonté de transmettre le sens de l'éthique et de l'entrepreneuriat. «Et c'est sous la houlette stratégique de son bienveillant conseil d'administration franco-libanais, qui a toujours su guider l'école dans son développement et son évolution sans lui ôter son identité, que nous y sommes arrivés», confie-t-il. «On ne peut pas parler de progrès sans parler d'éthique, une valeur indispensable au monde de l'entreprise et que l'école entend transmettre», poursuit Stéphane Attali.

Éthique et progrès

«Pour un chef d'entreprise, l'éthique doit faire partie des fondamentaux», martèle Stéphane Attali. Même si, ajoute-t-il, cela n'est pas toujours prévu par la loi. «Une décision prise par l'entreprise pourrait ne pas être contestable juridiquement mais c'est au niveau humain et de l'éthique que le bât peut blesser», explique-t-il. C'est pourquoi, nous formons nos étudiants

pour qu'ils deviennent des citoyens conscients et responsables vis-à-vis de leur environnement».

De plus, avec la révolution des technologies de l'information et la globalisation, la transparence est devenue une composante que les entreprises doivent prendre en compte. Qui dit transparence dit comportement irréprochable. «L'éthique est donc indispensable pour inscrire le progrès d'une entreprise ou d'un pays dans la durée», défend-il. Sans éthique, le progrès ne peut pas être durable».

Flash-back sur la création de l'ESA

En 1996, l'ESA a été fondée suite à la signature d'un traité bilatéral conclu entre la France et le Liban, à l'initiative du président Jacques Chirac et de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. «À cette époque, le contexte politique et économique de reconstruction et d'essor du Liban s'y prêtait», relève Stéphane Attali.

Ce co-développement a été intégré au sein même de la structure avec une co-présidence bipartite à la tête du Conseil d'administration: l'ambassadeur de France, aujourd'hui Emmanuel Bonne et le Gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé. Idem pour sa composition interne qui comprend huit administrateurs, quatre Français et quatre Libanais.



Lancement de Smart Esa, de g. à droite: Henri Castorès, directeur Liban de Business France, Arnaud Pescieux, premier conseiller à l'ambassade de France au Liban et Stéphane Attali.

Bien que «les Libanais aient vécu des années de guerre, l'investissement dans l'éducation a toujours été maintenu comme une constante prioritaire», note le directeur de l'établissement.

«Les Libanais font partie de ceux qui osent aller dans des contrées lointaines, et qui en effraieraient plus d'un, pour y investir et bâtir. Ils nous ont appris qu'on investit au son du canon, et qu'on vend au son du violon. C'est cet état d'esprit qui leur est propre qui a permis de créer une marque ESA. Contrairement aux pays



Les fondateurs, Riad Salamé, Jacques Chirac et Rafic Hariri et les ambassadeurs des deux pays.

du Golfe qui ont opté pour une excroissance des écoles françaises comme le Qatar qui a choisi d'importer HEC», remarque Stéphane Attali.

Au niveau des soutiens, la BDL mais aussi les chambres de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) et de Beyrouth (CCIB) ont toujours mis leurs forces en commun pour œuvrer en faveur de l'ESA. «La première réunion que nous avons eue a eu lieu dans les bureaux de la Chambre de Beyrouth, présidée à l'époque par Adnane Kassar», se souvient-il. Puis les entreprises ont embrayé en accordant leur confiance à l'institution. C'est par un MBA lancé en 1997 avec 40 étudiants inscrits, «de véritables pionniers et non des cobayes», que l'aventure a commencé.

Cette volonté des premiers instants de créer un modèle unique dans la région permet aujourd'hui à l'ESA de continuer à mener à bien des projets qui visent à préparer l'avenir tout en conservant intacte son identité.

Développements récents

Le tout dernier né fut le lancement de Smart Esa, incubateur et accélérateur de start-up. Une initiative soutenue par l'ambassade de France au Liban, la BDL et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France. «Soutenir la création de start-up et la mise en relation avec des entreprises françaises, en est un des objectifs, ainsi qu'être complémentaire, et non concurrent des structures déjà existantes au Liban», poursuit-il.

L'Institut pour la Finance et la Gouvernance, implanté au sein de l'ESA, ambitionne «de promouvoir les bonnes

pratiques de gouvernance auprès des banques centrales, des régulateurs financiers et des banques commerciales». Sa création a été une initiative du gouverneur de la BDL qui a chargé l'ESA du pilotage de cette nouvelle institution.

Des partenariats ont été conclus avec de grandes écoles, notamment l'ESCP Europe ainsi qu'avec la plus grande école de commerce italienne, la SDA Bocconi à Milan.

Désormais, après le Bac, on peut s'inscrire en «Bachelor in Business Administration» et poursuivre le cursus à Paris ou Singapour suite à un partenariat avec L'ESSEC.

Un doctorat en Management des Affaires et un Master de Finances sont aussi disponibles depuis 2014.

Des programmes de formation continue (séminaires et ateliers) sont aussi proposés aux cadres d'entreprise, en coopération avec la Chambre de commerce de Beyrouth. «Ensemble, nous testons et tentons de comprendre les enjeux et défis auxquels font face les entreprises libanaises ainsi que les chambres de commerce».

En coopération avec le ministère libanais de la Santé et le Syndicat des hôpitaux privés, l'ESA coordonne un projet de longue durée qui consiste à évaluer les hôpitaux publics et privés, à revoir les circuits de collecte et de transfusion sanguine et les autorisations de mise sur le marché de médicaments et de dispositifs médicaux.

Ce qu'on peut affirmer, c'est que l'ESA poursuit son chemin avec une constante de co-développement, qu'elle porte dans son identité, et de progrès continu.



Bâtiment principal de l'ESA.



ArabNet Beirut: le Libanais pionnier du numérique dans la région Mena

Crise économique ou pas, le Libanais innove. Ici et ailleurs. Création de start-up, sites en ligne ou applications mobiles, le digital est partout. Pour sa 7e édition, ArabNet Beirut, le hub technologique du monde arabe, a célébré la créativité digitale des Libanais et des ressortissants de la zone MENA. ArabNet ou quand l'e-connexion et les échanges directs entre entrepreneurs ont lieu.

Le Libanais est salué par tous pour son esprit créateur et innovant, qu'il soit chef d'entreprise, jeune entrepreneur, webdesigner, développeur, programmeur, investisseur, chargé de médias ou de ressources humaines, des métiers qui se redéfinissent en raison de l'avancée technologique. Près de 1 200 participants ont assisté au forum ArabNet Beirut 2016, dont le partenaire principal est la Banque du Liban, pour découvrir 40 expositions et interagir lors d'ateliers axés sur les dernières tendances du numérique. 80 experts libanais, arabes et étrangers ou encore détenteurs de start-up étaient aussi présents à l'hôtel Hilton Habtoor, qui a vibré du 1er au 3 mars dernier au son du clic et de l'innovation!

Plus de 700 millions de dollars investis dans des start-up technologiques dans la région MENA

Fondé et présidé par Omar Christidis, ce forum a été l'occasion de montrer que, malgré la crise économique qui sévit au Liban en assombrissant l'avenir de sa jeunesse dont le taux de chômeurs aurait atteint selon les dernières estimations du ministère du Travail les 25%, la nouvelle génération poursuit son chemin pour créer, innover et exporter son savoir-faire numérique. Oui, l'investissement dans le numérique a fortement évolué. Selon un rapport publié récemment par ArabNet Business Intelligence sur l'état des investissements de la région MENA, «plus de 700 millions de dollars ont été investis dans des

start-up technologiques entre 2013 et octobre 2015, la Jordanie et le Liban ayant récolté chacun une cinquantaine d'offres de placement». «Le Liban a grimpé en termes de nombre d'investissements dans le classement MENA passant de la 5e à la 3e place derrière les Émirats arabes unis et la Jordanie», précise le rapport.

Depuis ArabNet, l'innovation numérique se discute aussi dans les conseils d'administration»

Parrainé par le Premier ministre Tammam Salam, représenté pour l'occasion par le ministre des Télécommunications Boutros Harb, la cérémonie d'ouverture a rassemblé le 2 mars dernier un parterre de personnalités.

«Depuis la création d'ArabNet, l'innovation numérique a gagné une importance stratégique et ne se discute plus seulement dans les services informatiques, mais aussi dans les conseils d'administration», a affirmé le fondateur d'ArabNet, Omar Christidis, dans son allocution. À son tour, le ministre de l'Économie, Alain Hakim, a rappelé «la contribution majeure de l'entrepreneuriat (...) au développement des technologies (...) qui offre des solutions correspondant aux aspirations des jeunes, limitant ainsi leur émigration». Quant au ministre des Télécoms, Boutros Harb, il a réitéré son engagement à «instaurer la 4G dans tout le Liban dès septembre 2016». Le vice-président de la Banque du Liban, Saad Andary, a présenté le secteur numérique libanais comme «l'un des écosystèmes les plus complets (...)



pouvant jouer le rôle de hub régional». Les développeurs et designers étaient conviés la veille au «Design + Code» pour approfondir leurs compétences (Internet et mobiles) et élargir leur réseautage. Nous retiendrons aussi le lancement de Smart Esa, un double programme d'incubation et d'accélération de start-up centré sur la valorisation du capital humain, et des compétitions annuelles Ideathon, Startup Demo, et Creative Combat visant à découvrir

de nouveaux talents dans la région. ArabNet a aussi privilégié une zone TechFair dédiée aux 40 exposants et enfin le Marchup, conçu pour aider les start-up à se connecter avec des clients potentiels et investisseurs ainsi que la robotique, le codage, les opportunités d'investissement, les services bancaires mobiles et d'autres thématiques clé de l'univers du numérique.

Prochaine édition d'ArabNet à Dubaï du 30 au 31 mai prochains!

3 questions à Omar Christidis, fondateur et CEO d'ArabNet

Que propose de nouveau cette 7e édition?

L'émergence d'innovations dans le matériel technologique (hardware). Auparavant c'était très onéreux mais la donne a changé grâce à la modernisation technologique. On peut aujourd'hui se procurer un ordinateur pour cinq dollars et même les enfants sont aptes à créer des programmes et matériaux technologiques. Dans cet objectif, nous leur consacrons une session intitulée «Spacemakers».



Omar Christidis

Qu'en est-il du soutien de la BDL?

Ce que la BDL a accompli avec la circulaire 331 a été très bénéfique même au niveau régional. Son rôle pionnier est suivi par d'autres gouvernements. Je pense que le Liban en ressent les effets positifs avec la création de nouveaux programmes d'incubateurs et d'accélérateurs. D'ailleurs, en deux ans, nous observons que les fonds financiers accordés à ces derniers sont dix fois plus nombreux.

Et l'impact de la crise économique?

Le seul secteur à tirer son épingle du jeu est le secteur technologique qui est en plein essor.

Les ressources humaines redéfinies par le numérique

Avant de présenter son premier séminaire à Beyrouth, Joëlle Hobeika, Senior Manager chez Ernst & Young, a salué ArabNet comme «le rendez-vous du numérique le plus vaste et efficace de la région», les progrès effectués au Liban par la BDL, mais aussi les incubateurs et accélérateurs en faveur des PME. «Nous allons expliquer aux start-up et PME comment faire pour tailler leur propre stratégie en ressources humaines car elles ne peuvent pas adopter celles des grandes firmes», assure-t-elle. «L'essentiel pour un entrepreneur est le capital humain et non financier, poursuit Joëlle Hobeika. Les start-up et PME doivent considérer leurs employés comme des entrepreneurs. Le concept de ressource humaine doit gagner en flexibilité. Pour qu'une PME connaisse le succès, son but doit être bien défini et communiqué avec transparence à l'ensemble de la société».



De g. à droite: Omar Christidis, Alain Hakim, Boutros Harb et Saad Andary.

Le Liban réclame 11,3 milliards de dollars à la conférence de Londres

La guerre en Syrie et son impact sur les pays voisins a été au cœur d'une conférence d'aide internationale organisée dans la capitale britannique. Le Liban recevra-t-il toutefois les montants réclamés?



Le Liban a réclamé une aide globale de 11,3 milliards de dollars au cours de la conférence organisée le 5 février dernier à Londres pour venir en aide à près de 20 millions de Syriens, dont 4,6 millions de réfugiés, répartis entre le Liban, la Jordanie, la Turquie et l'Irak.

Près de 70 chefs d'État ou de gouvernement ont participé à cette conférence qui a permis de lever plus de 10 milliards d'euros, «la plus grosse somme jamais réunie en un jour en réponse à une crise humanitaire», s'est félicité le Premier ministre britannique, David Cameron.

Les montants promis ont toutefois été jugés largement insuffisants par des ONG présentes sur place. C'est le cas en tout cas pour le Liban. Sur les 11 milliards de dollars sollicités, le «Lebanon Crisis Response Plan» (LCRP), élaboré par le gouvernement et présenté dans le cadre de cette conférence, estime à 2,48 milliards de dollars la seule assistance humanitaire nécessaire à la protection de près de 2,8 millions de personnes «très vulnérables» en 2016. Il s'agit de communautés syriennes et libanaises particulièrement affectées par la crise et vivant dans des conditions extrêmes, notamment dans la région de la Bekaa et dans les villages frontaliers avec la Syrie.

Quant aux autres montants réclamés par le pays du Cèdre pour les cinq prochaines années, ils sont répartis entre l'éducation (1,4 milliard de dollars), les municipalités (800 millions), l'emploi (280 millions), le soutien au budget (2 milliards) et l'investissement dans des projets infrastructurels (4,3 milliards).

En «comptepartie» de l'aide réclamée, le gouvernement libanais a présenté un plan quinquennal prévoyant, entre autres, le réexamen du cadre réglementaire propre aux conditions de résidence et de travail des réfugiés syriens, lequel avait été durci à partir de fin 2014. Le plan souligne la possibilité d'une suspension provisoire des frais de résidence imposés aux réfugiés et l'allègement de certaines exigences, y compris celle de la «promesse de ne pas travailler», actuellement en vigueur à chaque renouvellement de visa.

Le Liban a proposé, en parallèle, une série de mesures visant à stimuler l'économie et à créer entre 300 000 et 350 000 emplois au cours des cinq prochaines années, dont 60% pour les Syriens. Il s'agit du «Subsidized Temporary Employment Program» (STEP), visant à fournir des incitations financières ainsi qu'une assistance technique aux micro, petites et moyennes entreprises pour accroître la production et créer de nouveaux emplois permanents pour les travailleurs libanais ainsi que des emplois temporaires pour les Syriens.

En parallèle, le Liban s'est engagé à scolariser tous les enfants syriens âgés de 3 à 18 ans à l'horizon 2017, dans le cadre d'une deuxième version du programme «Reaching All Children with Education» (RACE), contre 100 000 enfants actuellement scolarisés sur les 400 000 en âge de l'être.

La Banque mondiale a estimé les pertes subies par le Liban, liées au conflit voisin, à 13,1 milliards de dollars depuis 2012, dont 5,6 milliards en 2015 seulement (plus de 11% du PIB).

Dette et risque souverain: à quel point faut-il s'inquiéter?

La banque américaine Citi tempère les craintes quant au risque souverain, mettant l'accent sur la stabilité du taux de dollarisation et la croissance, quoique plus faible, des dépôts bancaires.

Selon les dernières perspectives économiques sur les pays du Moyen-Orient de la banque américaine Citi, le risque souverain au Liban reste stable en dépit des difficultés et des incertitudes économiques et politiques actuelles et de la croissance sensible du taux d'endettement. La banque a mis l'accent dans son rapport sur la stabilité du taux de dollarisation et celle de la prime de risque sur les dépôts - deux indicateurs clés de l'appétit du risque des déposants, a-t-elle souligné. Les dépôts eux-mêmes continuent de croître à un taux d'environ 5% - une évolution certes plus faible comparée aux taux affichés au cours des années précédentes, mais qui reste significativement plus élevée que le taux requis pour permettre aux banques locales de continuer à financer le gouvernement, ajoute le rapport.

Citi estime, en parallèle, que ce ralentissement reflète, outre les facteurs endogènes, l'atonie mondiale et un contexte économique régional déterioré, ayant déprimé la croissance des dépôts des non-résidents. La banque américaine sous-estime, de ce fait, le risque que les banques ne pourront pas ou ne voudront pas continuer à soutenir le financement du déficit public, un élément qu'elle juge clé pour la solvabilité souveraine.

Cet avis «positif» contraste néanmoins avec celui des principales agences de notation internationales, notamment S&P, laquelle a émis à plusieurs reprises sa crainte quant à une dégradation supplémentaire de la situation financière de l'État, au vu des circonstances politiques exceptionnelles et des faibles perspectives de croissance économique. En septembre dernier, S&P a ainsi abaissé sa perspective sur la dette souveraine à «négative» tout en maintenant la note du pays à B-/B, révisant en parallèle sa perspective pour trois banques libanaises - Bank Audi, BankMed et Blom Bank - , de «stable» à «négative». L'agence avait imputé cette révision à l'exposition de ces banques à la dette souveraine, soulignant qu'il s'agit du principal facteur de risque-crédit pour l'ensemble du secteur bancaire. En consacrant l'essentiel de leurs ressources à l'achat de bons du Trésor libanais, les banques s'exposent à un seul grand emprunteur, a souligné l'agence dans un rapport publié en début d'année.

La dette à plus de 70 milliards fin 2015

Ces craintes sont alimentées par la hausse de la dette, laquelle a atteint 70,3 milliards de dollars fin 2015, affichant ainsi une croissance de 5,6% par rapport à fin 2014. En termes relatifs, celle-ci représente désormais 155% du PIB, selon Citigroup, contre 135% au début de la crise syrienne. Autre élément inquiétant: la diminution des dépôts du secteur public à la Banque centrale de 10,6% en 2015, à 5,4 milliards de dollars, même si ces derniers ont augmenté de 4,8% auprès des banques commerciales, à 3,4 milliards de dollars. En effet, le solde étant négatif, la dette publique nette, qui exclut les dépôts du secteur public, a augmenté de 7,4% par rapport à fin 2014 pour atteindre 61,5 milliards de dollars.





Qualeb, un instrument de développement méconnu

Les principaux objectifs de ce programme sont d'assurer une sécurité alimentaire et d'accroître l'exportation pour les consommateurs libanais tout en améliorant la qualité des produits libanais afin de respecter les normes et standards internationaux et ainsi devenir plus compétitifs sur les marchés étrangers tout en mettant l'accent sur l'amélioration des bonnes pratiques des institutions dans les secteurs privé et public pour contribuer à la croissance économique. En vertu de ces objectifs, Qualeb a vu le jour en octobre 2004.

«En 2012, 63 cas parmi les produits libanais exportés ont été refoulés aux douanes européennes et américaines. Un chiffre qui est tombé à 32 en 2015 représentant ainsi une baisse de 49% des rejets d'expédition sur une période de trois ans», affirme, satisfait, Ali Berro, le directeur du programme Qualeb financé par l'UE au ministère de l'Économie et du Commerce. Ali Berro souligne l'action forte du ministre de l'Économie et du Commerce, Alain Hakim qui œuvre depuis le début de son mandat à redonner à l'économie libanaise ses avantages compétitifs et comparatifs aux niveaux régional et international, d'où un travail accru en faveur d'un produit libanais de qualité irréprochable. Il salue aussi le travail sans relâche d'une équipe de six spécialistes avec des experts locaux et de l'UE qui œuvrent pour Qualeb au sein du ministère. Qualeb a obtenu une reconnaissance internationale et est désormais membre de la Fondation européenne pour la gestion de qualité et membre associé de l'Organisation européenne de qualité. Pour donner l'exemple et encourager les institutions publiques et privées libanaises à collaborer avec Qualeb, l'unité qualité du ministère fut la première parmi les institutions publiques à être certifiée ISO 9001 dans la gestion de qualité.

Durant ses trois phases, Qualeb a pu contribuer à la formation et au renforcement des capacités de plus de 5 000 personnes des secteurs privé et public. Sans oublier les promotions de qualité qui ont eu lieu dans les différents secteurs public et privé aux niveaux des universités, instituts techniques et écoles.

Phase I et II: 40 industries et 11 laboratoires certifiés ISO

Les deux premières phases ont permis d'implanter le programme en formant et sensibilisant les secteurs privé et public, les laboratoires (non médicaux) et les universités à l'importance du développement de l'infrastructure de la qualité au Liban.

Fin 2007 marque l'achèvement de la 1ère phase, où des résultats ont été obtenus malgré les difficultés liées notamment à la guerre de 2006. Elle a permis de jeter les bases d'une infrastructure de qualité d'un point de vue juridique et en ce qui concerne le développement des capacités ainsi que le soutien au secteur privé, grâce à la mise en place d'un cadre juridique assurant la mise en œuvre de normes de qualité. Des consultants européens et libanais ont délivré des formations de Quality Management System aux entreprises et aux laboratoires pour qu'ils soient aux normes internationales. Résultat: sur les 50 industries, 20 sur 26 du secteur agro-alimentaire ont obtenu l'ISO 22000 (sécurité alimentaire) et 20 sur 24 issues de secteurs divers, dont deux du public, ont obtenu l'ISO 9001 (qualité et système de management). Onze des seize laboratoires de secteurs mixtes ont été modernisés, obtenant la certification ISO 17025 et sont devenus accrédités internationalement. Du 1er janvier 2008 jusqu'à 2012, la 2e phase a été le prolongement de la première.

Phase III: Jumelage et assistance technique

«La 3e phase divisée en deux volets débutée en août 2012 s'est clôturée en novembre 2015 et a accompli plus de 95% de ses objectifs». En plus, elle a permis de contribuer à améliorer la qualité des produits et des services, y compris les services publics permettant l'émergence d'un service efficace et orienté vers les besoins des citoyens.

Son premier volet, le jumelage: ce dernier étant un instrument de coopération permettant de mettre en relation les administrations publiques libanaises



de g. à dr.: Fady Gemayel, Nabil De Freige, Alain Hakim, Christina Lassen, Mohamed Choucair et Ali Berro.



Cérémonie de clôture de Qualeb III en présence de l'ambassadrice de l'Union européenne, Christina Lassen.

et européennes dans le but de favoriser l'échange des bonnes pratiques et d'atteindre les standards européens, a fait bénéficier le ministère libanais de l'Économie de l'expertise de deux organismes britannique et tchèque: le British Standards Institution (BSI) et le Bureau tchèque pour les normes (UNMZ). Parmi les accomplissements du jumelage on peut citer:

- Cinq nouveaux laboratoires accrédités ISO 17025.
- Un Conseil national de métrologie fonctionnel mis en place.
- Quatre décrets rédigés pour soutenir la loi sur la métrologie. Parmi eux, un seul a jusqu'à présent été adopté.
- L'assistance du Centre d'information commerciale du ministère de L'Économie et du Commerce à disposer d'un nouveau système d'information pour aider les exportateurs libanais ainsi que les importateurs internationaux.
- La Direction de la protection du consommateur a reçu une formation approfondie sur la métrologie légale et sur les meilleures pratiques internationales concernant l'inspection.



Le ministre Alain Hakim durant son mot.

Le second volet, poursuit Ali Berro, a été de pallier le manque de technicité des personnes travaillant dans les laboratoires et de mettre en place une politique nationale sur la qualité. «Qualeb phase III a fourni une assistance technique sous forme de consultation et formation pour 30 industries agroalimentaires: parmi elles, 19 des 20 ont été certifiées ISO 22000 (management de la sécurité alimentaire), et pour la première fois au Liban, 9 des 10 industries du même secteur ont obtenu l'ISO 22005 (traçabilité du système)», indique-t-il.

Qualeb III s'est également attelé à améliorer la qualité des services publics au Liban via l'implantation des normes ISO 9001 dans plusieurs établissements publics et administratifs. Six établissements choisis parmi 45 candidats ont réussi à appliquer les systèmes de contrôle qualité qui leur ont été imposés avec d'excellents résultats: l'École nationale d'administration (ENA), la Direction générale de la Sécurité générale, la salle d'opération dans le département de la police à Beyrouth - Direction générale des Forces de sécurité intérieure (FSI) -, l'Université libanaise, et l'agence de Bourj Hammoud de la Caisse nationale de la Sécurité sociale (CNSS) ainsi que l'Unité Qualité du ministère de l'Économie et du Commerce.

Un bon exemple dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services peut être mentionné au niveau du temps d'attente pour le traitement d'une demande à la CNSS qui a été réduit d'une manière drastique pour des procédures qui pouvaient parfois prendre plus d'une journée. De plus, le délai de paiement a été réduit de sept mois jusqu'à un paiement immédiat des montants inférieurs à 10 fois de la valeur du salaire minimum (environ 6 millions de livres libanaises).

Citons aussi le Prix libanais d'excellence (LEA) lancé en 2009 par le ministère de l'Économie et du commerce sous le haut patronage du président de la République libanaise. Son objectif principal est d'accroître la motivation et la reconnaissance des secteurs public et privé qui adoptent la qualité et progressent vers l'excellence dans leurs opérations. Jusqu'à présent, le LEA a accompli avec succès ses trois tours consécutifs et les prix ont été remis par le chef de l'État et le ministre au cours de cérémonies prestigieuses tenues au Palais présidentiel de Baabda en 2010, 2012 et 2013. Le 4e tour de ce prix est presque terminé et est en attente de l'élection du prochain président.

Dans le cadre de ces résultats encourageants, Qualeb ne s'arrête pas à ses succès et continue de jouer son rôle pour accroître la crédibilité des entreprises libanaises sur les marchés internationaux.

بيت الاقتصاد السيّامي



www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

LTC THE LEBANESE TRAINING CENTER

at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming following trainings:

EFFECTIVE EMAILS AND LETTERS



Trainer: Mrs. Ingrid Khourchid
English Teacher at the British Council.

Date: 11, 13 & 15 April, 2016
Time: 5:00 - 8:00 P.M

Outline: This informative workshop develops the writing skills you need to make you and your readers' lives easier. You will participate in games, quizzes and video based learning activities. You will write both letters and emails and receive feedback from your trainer and other course participants on how to improve.

After this workshop you will: Feel more confident in your ability to write emails and letters which are effective and look professional, be able to develop better working relationships through writing , Know your own strengths and weaknesses and have some specific strategies to improve.

Objective: You can expect to: Adapt your emails and letters to different audiences and situations, Plan and organize your writing to fit your purpose, Write and edit your work to make it clear, concise and easy to understand.

DOCUMENTARY CREDITS: LETTER OF CREDIT PRINCIPLES AND APPLICATIONS (GENERAL PRINCIPLES – UCP 600 – INCOTERMS)



Trainer: Dr. Massoud Kantar
Senior Manager at BLOM BANK SAL.

Date: 25, 26 & 27 April 2016
Time: 5.00 -8.00 P.M.

Outline: The present lecture aims to shed light on the general principles of a letter of credit and to identify all terms and conditions related to in the application form (Parties involved – Types of banks – Types of payment – Documents required – Special conditions). The lecture will also focus on the rights and obligations of the parties with respect to the delivery terms (INCOTERMS 2010). Last segment of the lecture will be focusing on the examination of documents submitted under a documentary credit according to the Uniform Customs and Practice UCP 600 and the International Standard Banking Practice ISBP 745.

Target: This lecture is addressed to employees working in international trade and letters of credit at banks, companies and private institutions .

PLANNING & CONTROL TOOLS FOR FINANCIAL EXECUTIVES



Trainer: Mr. George Assilian
CPA, Financial advisor and Auditor

Date: 13, 14 & 15 April, 2016
Time: 5.00 - 8.00 P.M

Outline: The objective of this seminar is to provide executives and financial controllers with the best planning & control tools (cost volume profit analysis, Job costing, ABC costing & overhead allocation) used in strategic decision making; This hands on seminar explains the best tools for using financial & non-financial information in the decision making process with the use of case studies.

Target: This training is addressed to Finance and non-finance professionals, functional managers, executives and all individuals in key roles involved directly or indirectly with the capital budgetary planning and process in an organization.

CORPORATE EVENTS MANAGEMENT



Trainer: Mrs. Maria Boustany Abi Nasr

Trainer and Expert in public relations, events management and corporate events strategies and management.

Date: 5, 6 & 7 April, 2016
Time: 5.00 - 8.00 P.M.

Outline: Successful planning and organizing of events and conferences is critical for all companies and ventures. This workshop will introduce a practical approach to successful planning and organizing of corporate events and conferences in a professional method. The training will tackle with practical cases and exercises how organizing the different functions, controlling the different activities and preparing the estimated budget.

Target: This training is addressed to business owners, marketing/ public relations departments, human resources, corporate events managers and project managers.

Certificates signed by the Chamber will be delivered after completion of each course.

For information/registration:

Call Center: 1314 Ext 15

T: 01-353190

Email: ltc@ccib.org.lb

Training@ccib.org.lb

Free parking access

www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon



CCIAT launched the “2016 Initiative to strengthen the role of Small and Medium Enterprises”

A Memorandum of Understanding was signed between the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Tripoli and North Lebanon on March 9, represented by President Toufic Dabboussi, and the Union of Arab Banks, represented by General Secretary Wissam Fattouh, to support the launch of “2016 Initiative to strengthen the role of Small and Medium Enterprises.”



Representatives from the academic sector, municipalities, civil society, business and banking sectors were present, as well as heads of departments from the Chamber of Tripoli.

In his speech, President Dabboussi underlined the importance of the banking sector in North Lebanon by strengthening the role and capacity of small and medium enterprises in the development of the Lebanese economy and especially by supporting the “2016 initiative” of the Chamber. He noted that SMEs success in the country, and the initiative of the private sector bodies to develop the national economy, together and in partnership with the Union of Arab Banks, would enable CCIAT to make productive shift “on the ground” to provide adequate opportunities for Lebanese business men and women.

In turn, Secretary General of the Union of Arab Banks, Wissam Fattouh, highlighted the strategy of the Union of Arab Banks for the development of Entrepreneurship, enhancing the status of innovative projects belonging to small and medium enterprises mentioned in his report prepared by a dedicated team in the Union and presented during the 20th annual summit. He noted that the most important points in the report discussed the core economic issues in the region such as finance in development, disparities in income and wealth, financial control and the fight against terrorism.

Both parties were optimistic about the future endeavors and synergies that emerge from the MOU, and believe that this cooperation will lead to success and could be translated to realistic opportunities.



WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture





Lebanon among historical founders of the WTO... fights for recognition

WTO Mission to Lebanon visited the Chamber of Beirut and Mount Lebanon and held a meeting with the leaders of the Lebanese Private Sector in the presence of the Minister of Economy and Trade, Dr. Alain Hakim and concerned Ministries representatives.

The delegation was led by Ambassador Jean Paul Thuillier, Chief of Accession Committee of Lebanon and Chiedu Osakwe, Director of the Accession Division, focusing on the proposal of a roadmap for the completion of Lebanon's accession to the WTO negotiations.



President Choucair addressed the audience in a speech in which he expressed the position of the private sector regarding the accession to WTO, and the desire to speed up the process; at any rate, this accession must not be subjected to conditions or reservations that should be debated subsequently in the public interest.

1 - The Federation of Lebanese Chambers believes that Lebanon's accession to the WTO is overdue. In view of the critical juncture we are experiencing today, it is in the interest of Lebanon as well as of the international community to wrap up the matter as soon as possible. The accession would give a breath of fresh air to the country, and it would be erroneous to refute it. Similarly, the accession of each new country would enhance the Organization that would not be fully efficient until the community of nations would have joined it.

2 - In this respect, the reservations that Lebanon has made to date or those that will be emitted would not suspend its accession; conversely, they must be treated as recommendations from within and must unequivocally respond to the public good.

In this spirit, we believe that by now nothing should delay the accession of Lebanon. Evidently, discussing some requisites does not constitute a refusal; it is rather a rational search for a subsequent agreement that is consistent with fairness. Failure to notice the significance of this effort is a mistake and much more if accession is subjected to such oversight.

3 - Lebanon must be recognized within its true perspective. This is not a country opening up to liberalization, it is a country born in freedom. While the regional environment was a mix up of despotism and protectionism, Lebanon was inclined for greater openness in political, economic, and cultural spheres.

We sincerely believe that the World Trade Organization misses Lebanon as much as our presence outside the Organization bothers us.

The Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon (CCIA-BML) is organizing in the framework of EUROMED Invest project and in collaboration with the Chambre de Commerce Italienne pour la France de Marseille, leader of the operation, #OPENMymed – EUROMED Business meetings for Fashion Industry, which will be held in Marseille-Villa Méditerranée on the 19th of May 2016, first day of the Biennale della Moda, Fashion exhibition which will take place from the 19th of May until the 29th of August 2016.

This event is dedicated to Euro-Mediterranean young creators in the sector of Fashion and suppliers/Industrials of fabrics, wool, leather, etc... who are interested to develop commercial partnership with their counterparts of the Provence-Alpes-Côte d'Azur region. EUROMED Invest project can offer the trip with 2 nights stay for a limited number of selected participants.

THE OBJECTIVES

- Strengthen the collaboration between the creative brands of the Provence-Alpes-Côte d'Azur region, and their Mediterranean Industrial partners (Italy, Lebanon, Morocco, Portugal, Tunisia,...),
- Launch The Club of Industrialists OPENMymed2

4 - That said, we have several comments to make, which we would rather present once member of the WTO than observers.

The Organization operates today in a very different world than when it was established. At present, the production of services has taken over the production of goods all over the world, and will soon supplant them in foreign trade. The liberalization of trade in goods becomes highly insufficient.

Moreover, it is incomprehensible to keep oil and other energy sources outside the WTO, a fact that will impact its effectiveness in trade exchange.

The fight against dumping is also a losing battle because of the strict rules required for proof. Similarly, the growth of startups, thanks to the global crisis, has increased tenfold the informal economy; and with an unfair competition, the system works poorly in such an environment.

5 - We believe that leading economies, after being champions in creating the GATT, have created the WTO as its natural consequence, and must now ensure its expansion to other products and to the rest of the world. As such, we invite them to support the accession of Lebanon.

6 - The 2008 crisis has seen the surprising growth in "technical barriers" that eventually have the same impact as tariffs. One can reasonably question the objective due to the disparity in their application worldwide.

The most serious are those barriers introduced by the most developed economies, which are now being adopted also by emerging countries.

7 - Every rule has its exception. The strict application of market laws may not apply to some marginal sectors. For example, wheat subsidies in developing nations; it is clear that the subsidies are an effective way towards inclusive development and stabilization of rural regions.

8 - Lebanon values "innovation" highly. In view of its small area and consequent high population density, Lebanon could be trusted to support intellectual and industrial property rights.

9 - Two inter-related factors must be taken into consideration in developing countries: employment and foreign trade balance. There may be special cases, which we believe would better be served within the framework of the Organization.

The liberalization of some professions is expected to be gradual while employment targets are met, which the Organization should advocate and assist country members to achieve, especially the emerging or developing countries.

The equilibrium of the balance of goods and services is a "must" demanded by the World Bank for years. The deficit of the balance is accompanied by a shortfall in production and employment; excess in the Balance would generate inflation. Of course some imbalance in trade is acceptable when it acts to correct disequilibrium. It is certain that the WTO is primarily concerned.

TWO KEY MOMENTS:

- from 9:30 till 13:30 – the advantages of a win-win partnership: Testimonials and exchange of experiences between actors of major challenges of the future in the Mediterranean
- from 14:30 till 18:00 – B2B meetings between creators and industrials: partnership, subcontracting, production.

Networking lunch with the young creative companies of Marseille, of its region and the Mediterranean will be offered to the participants (13:30-14:30)

For further information, kindly visit the website: <https://www.b2match.eu/openmymed2016>

For your participation please contact Ms. Marina Sabbagh at the CCIA-BML, e-mail: euromedinvest@ccib.org.lb

¹ EUROMED Invest is a three year project(2016-2016), 80% co-financed by the European Commission for a total amount of €5million. It's coordinated by ANIMA investment Network, within the MedAlliance Consortium.

² The Club of Industrialists OPENMymed will gather actors in the fashion industry in the PACA region and the Mediterranean.



Fourth olive oil conference in Hasbaya and Marjayoun

The follow-up committee of the fourth olive oil conference in Hasbaya and Marjayoun took place in Dar Hasbaya. The event was sponsored by MP Anwar el-Khalil and was attended by representatives from the ministries of agriculture and industry, the Chamber of Saida and the South, Union of Labor, union of municipalities, associations and agricultural cooperatives, and farmers of the region.

Ziad Anwar el-Khalil, representing the sponsor of the conference, discussed the political and social situation in the country and called for the urgent need to resolve the current disorder through a three-fold elections: the President of the Republic, parliamentary and municipal elections in a timely manner and without delay, inviting the government to activate its work for the wellbeing of the people in view of the degradation of the living conditions with the decline of economic situation, not to mention the waste that "stinks" the failure of the governing institutions.



Michel Ephrem, Director of the Scientific and Agricultural Research Center, addressed the audience on behalf of Minister of Agriculture, Akram Chehayeb. He expressed the readiness of the Ministry of Agriculture for fruitful cooperation with farmers of this region, as the ministry has a special consideration for the sector of olives and olive oil as reflected by the establishment of a research center that ensures the testing of water, soil, oil, in addition to providing services in meteorology and agricultural guidance.



In his speech, Mohammed Saleh, President of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon & South focused on the high value of the sector of olive cultivation and the need to support and train the farmer on the best agricultural practices. He stressed the importance of developing modern olive press machines and the adoption of quality standards in storing and packaging to ensure clearance of surplus production.

Two lectures were presented by Dr. Elia Choueiri and Roland Andary on diseases affecting olive trees and the best ways to address them in addition to best ways to storing oil to maintain a good quality.

At the end of the conference, the participants were invited to olive oil tasting..

Participants at the conference came out with the following recommendations:

1. The supply of olives and oil to the army, security forces, and governmental institutions should be made through the farms and agricultural cooperatives.
2. The government should provide protection for Lebanese olive oil from dumping the local market by imported or smuggled oil.
3. Restaurants and hotels must adopt the «closed bottle» for olive oil to be placed on their tables.
4. Launch of advertising campaigns and specialized programs and promotional activities to raise awareness of the Lebanese citizen on olive oil and its health benefits, and to request the assistance of the Lebanese Ministry of Information in this area.
5. The Lebanese must be aware about organoleptic properties of olive oil; intensification of training courses in this area.
6. Prevent the imports of infected seedlings with serious diseases to protect the olive trees of the bacteria (Kasilia Fastedioza).
7. Allocate the two cazas of Marjayoun and Hasbaya with sufficient quantities of rooted seedlings, and secure the necessary pesticides to combat diseases that threaten olive trees.
8. Encourage producers, traders, farmers and agricultural cooperatives in Hasbaya and Marjayoun to communicate continuously with the Chamber of Commerce in Sidon and the South and the need to develop a relationship with the Chamber in order to improve the production of olive oil and its commercialization.

Palestinian heritage exhibition at the Chamber in Sidon and the South

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon and the South, in cooperation with the Palestinian National Committee for honoring the martyr, organized the second annual exhibition for handcrafts and Palestinian heritage «Heritage is our Identity» at the exhibition hall of the Chamber in Sidon. The opening ceremony included the graduation of participants in the training sessions for the development of vocational and professional skills.

In addition to hand craft and heritage products, the exhibition included a booth presented by Professor Chafic Taleb under the heading «Memory of Palestine». The booth displayed publications and stamps documenting many aspects of life in Palestine prior to Nakba.

In his opening speech, Mohammad Saleh, President of the Chamber in Sidon, noted the inclusive activity aiming at empowering the Palestinian, young and women, to improve their social and living conditions, especially in light of the economic crisis resulting from the reduction of the support provided by UNRWA. «The relations between the Lebanese and Palestinian people are very old and continuing through joint activities for the wellbeing of all,» he said, and acknowledged on this occasion the efforts of the Palestinian Commission in the field of vocational training in traditional crafts and handicrafts. He added that such activities not only aim to support youth and women by teaching them vocational and professional skills to improve their quality of life, but also contributes to the promotion of Palestinian folklore to maintaining Palestinian identity and culture.



Heritage to save the homeland

On his part, Jamal Mohammad, President of the Palestinian National Committee for honoring the martyr, expressed his gratitude toward the Chamber and its president for hosting this ceremony and the exhibition. He said «the aim of this exhibition is to preserve the Palestinian identity so as to safeguard the Palestinian heritage that represents our culture and our identity, our ancestors and our land, especially since the Zionist enemy is trying to steal the Arab and Palestinian heritage,» pointing out that heritage is the only way to save the homeland.

Amina Awad, representative of the Women's Society at the Palestinian Commission, explored the exhibits of handicrafts made by Palestinian women and girls as well as other Palestinian craftsmen and noted the affirmation of attachment to their land and their heritage and their belief in return to their homeland Palestine. She also discussed the training courses aimed at developing occupations, crafts and traditional skills.

Certificates were distributed to the participants in the professional development and training on crafts and handicrafts.



Welcome to ECONEWS

Subscribe
and receive your copy free of charge

Send an Email to: Econews@ccib.org.lb

Kindly specify

- ECONEWS printed version
- ECONEWS electronic version

Name
Institution
Address
Mobile
Email

Lebanese delegation to Oman to hasten joint cooperation projects

A Lebanese economic delegation left Beirut on March 13 to meet key Omani officials with the aim to building up on the understandings concluded between the private sectors of Lebanon and Oman during the economic Omani delegation visit to Beirut last February, and to create common frameworks for future cooperation between the private sectors of both countries.

During the two-day visit to the Sultanate of Oman, the Lebanese economic delegation headed by the President of the Federation of Lebanese Chambers and of the Beirut Chamber of Mount Lebanon Mohammad Choucair, held a series of meetings with high officials in addition to sectoral reunions with the private sector in the Sultanate that yielded many constructive results in terms of reaching partnerships.

The most prominent was the meeting held with the Minister of Culture and Heritage Haitham bin Tariq al Said, who was keen to support any step towards developing bilateral relations and promote private sector cooperation between the two countries.

The Lebanese delegation included the businessman Fouad Makhzoumi, President of Chamber of Sidon and the South Mohammed Saleh, Vice-president of the Beirut Chamber of Mount Lebanon Nabil Fahd, President of the Lebanese Franchise Association Charles Arbid, President of the Mediterranean Businessmen Union Jack Sarraf, head of Lebanese Exhibitions & Conferences Association Elie Rizk, member of the Board of Directors of the International Chamber of Commerce Abdul Ghani Kabbara, Jihad Tanir, head of the Lebanese - Omani Business Council Chadi Masaad, in addition to businessmen from various sectors: Tarek Itani, Mahmoud Sidani, Sayed Finianous, Munib Hatab.



Choucair with Omani Minister of Culture.

Economic meeting

The visit started with holding an extended economic meeting with business leaders and key Omani businessmen and was attended by Lebanon's Ambassador to the Sultanate Houssam Diab, and the President of the Chamber of Commerce and Industry of Oman Said Bin Saleh al- Kayumi.

Kayumi expressed his satisfaction for the speed in the exchange of the visits "to reap the fruits in new partnerships between the two parties for the benefit of our two countries," he said.

In his turn, Choucair pointed out to the seriousness in the follow-up and implementation of the understandings and agreements that took place at an earlier stage, adding "this confirms



that there is a serious chance to move our relations to a new economic level". He also noted the advantages that Lebanon enjoys in many areas, notably the security stability and the free economy, highlighting numerous investment opportunities in Lebanon as "we are embarking on major projects, notably the development of infrastructure projects upon the approval of the PPP law, oil and gas extraction, and the reconstruction of Syria, which inevitably will go through Lebanon," he said.

Sectoral meetings

Sectoral meetings started with the presentation of some important investment opportunities in Oman, especially in the Economic Authority in Doukam, the Free Zone in Sahar, and Salala Port. Discussions were held on investment opportunities in the tourism, construction, franchising and retail sectors. According to Arbid, President of LFA, there have been some understandings on introducing a number of Lebanese brands to Oman, stressing that this issue will have significant progress in the coming weeks; while Fahd, the Vice-president of the Chamber of Beirut, drew the attention to the existence of a definite desire from the Omani side to facilitate the entry of the Lebanese retail centers to the Omani market.

Members of the delegation were also received by the Director General of the General Authority for Industrial Zone Saif Bin Hamdan Al Riyami, and by the Director General of the General Authority for Investment Promotion and Export Development Ishaq bin Khalfan Al Busaidi. Screening of documentaries on the industrial areas and investment opportunities for foreigners were made.

The economic delegation made talks with the Ministers of Tourism, Ahmed bin Nasser Mahrazi, Manpower, Abdullah bin Nasser al-Bakri, Trade, Ali Masoud Al Sunaidi, Environment and Climate Affairs Mohammed bin Salem Toub, and Chairman of the Board of Directors of the Special Economic Authority in Duqm bin Said Al Jabri.

Choucair pointed out to the participation of the four Omani Minister in the meetings and talks with the Lebanese delegation, and noted the extent to which Omani officials are keen to boost bilateral economic cooperation between the two countries.

Business rise between Lebanon and Algeria

The Lebanese delegation visit to Algeria last month to enhance trade and economic relations between Algeria and Lebanon ended with a positive note: Algeria will soon lift from its black list 600 Lebanese commodities in application of the agreement of the Greater Arab Free Trade Area-GAFTA.

Visits to key business representatives of the public and private sectors were made during the two-day visit of the delegation headed by the President of the Federation of Lebanese Chambers and the Beirut Chamber & Mount Lebanon Mohammad Choucair. The delegation had a series of meetings with key officials representing the Algerian government, most notably Trade Minister Alboukti Belaid, Tourism Minister Ammar Gul, Finance Minister Abdul Rahman bin Khalfa. Several other meetings took place with a number of key Algerian businessmen, and with the Ambassador of Lebanon to Algeria Ghassan Mouallem.

The Lebanese delegation included the President of the Mediterranean Businessmen Union Jacques Sarraf, former MP Salim Diab, President of the International Chamber of Commerce Wajih Bizri, former President of the Order of Engineers Bilal Aleyli, and members of the Board of Directors of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon, Fayez Makouk, Ziad Mounla, and Marwan Sidani.

Talks with Trade Minister Belaid tackled prospects of bilateral economic cooperation and ways to increase trade, especially facilitate the entry of Lebanese products to the Algerian market. In this regard, Choucair announced that Minister Belaid is taking necessary measures to apply the GAFTA agreement starting with removing tariffs on Lebanese imported goods to Algeria. According to Choucair, the minister promised to negotiate with the Lebanese side about exempting other blacklisted Lebanese goods on condition that these goods do not bear the label "strategic Algerian goods".

In his turn, Jacques Sarraf, confirmed that this move would increase the export of Lebanese products to the Algerian market, particularly products of agro-food industry. The delegation met also with the Tourism Minister Ammar Gul and discussed programs and plans to develop the tourism sector in Algeria, including the establishment of a large number of hotels, resorts and tourist villages. Choucair proposed to put the Lebanese businessmen expertise at the disposal of Algeria.

Investment opportunities in Algeria were also discussed with Ambassador Mouallem, who pointed out that the Lebanese kitchen is highly desirable in Algeria.



Forum "Enhancing business opportunities in Algeria"

The delegation participated in the economic forum organized by the Mediterranean Businessmen Union (BUSINESSMED), and the General Confederation of Businesses in Algeria headed by Habib el-Yousefi. The forum was an opportunity to discuss business opportunities in the field of agriculture and tourism in the North African country.

Speaking at the forum, Choucair voiced the Lebanese private sector interest in enhancing cooperation and create partnerships with its Algerian counterpart "whether in Algeria, Lebanon or elsewhere in view of solid ties and the common language and the mutual presence within GAFTA", adding that positive results of current mutual cooperation constitute a solid platform for economic development and expansion.

Sarraf talked about the difficult circumstances in which the Middle East and the Southern Mediterranean are going through, and called for strengthening cooperation in such circumstances and make maximum use of the existing agreements. He noted that the Algerian private sector did not benefit much from these agreements, pointing out to the fact that "these agreements can no longer stay focused on the public sector, as the private sector is the main engine of growth, stability and job creation".

Referring to the satisfaction of Algerian businessmen when dealing with their Lebanese counterparts, El- Yousefi showed keen interest to increase cooperation with the Lebanese private sector. He expressed his readiness to take all necessary steps that would develop mutual cooperation in various sectors.



Exports originated from the Bekaa for the year 2015 and ratified by the Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa

The total exports of goods and products originated from the Bekaa and ratified by the Chamber of Zahle and the Bekaa for the year 2015 amounted to 363.28 billion LBP, against 512.46 billion LBP in 2014, representing a decrease of 148.86 billion LBP and accounting for 29.10 percent of total exports.

Industrial exports

Industrial exports in 2015 valued 132.36 billion LBP and represented 31.75 percent of total exports, whereas industrial exports in 2014 amounted to 162.61 billion LBP. The decline in industrial exports hence amounted to 30.25 billion LBP representing 18.61 percent.

Exports of potato chips and corn flakes ranked first within the industrial exports of the Bekaa for 2015 and reached 27.82 billion LBP, representing 7.66 per cent of total exports, down 7.97 billion LBP (22.27 percent) when compared to 2014 exports that valued 35.79 billion LBP.

In second place, came the exports of canned products with a value of 18.80 billion LBP representing 5.18 percent of total exports. In comparison with the year 2014, there is a decline of 7.30 billion LBP (27.22 percent).

Exports of plastic manufactures ranked third with a value of 15.66 billion LBP and accounting for 4.31 percent; there is a drop of 567 million LBP (3.50 percent) when compared to 16.23 billion LBP for the year 2014.

Pickles exports came in fourth position with a value of 13.76 billion LBP representing 3.60 percent of total exports. As such, a decline of 418 million LBP (3.10 percent) was registered when compared to the year 2014, with exports totaling 13.49 billion LBP.

Paper products exports came in fifth place, amounting to 11.89 billion LBP and accounting for 3.27% of total exports. In the year 2014, exports totaled 12.91 billion LBP. The decline in 2015 hence reached for 1.17 billion LBP (7.88 percent).

Shampoo and cosmetic exports came in sixth place with exports amounting to 8.80 billion LBP. This accounted for 2.42 percent of total exports, and compared with 8.62 billion LBP in 2014, the value increased by 183 million LBP (2.08 percent).

Spirits ranked in seventh position with 5.77 billion LBP representing 1.59 percent of total exports. In comparison with the year 2014 where exports totaled 6.42 billion LBP, the drop amounted to 657 million LBP (10.23 percent).

Water exports came in eighth place with an amount of 3.87 billion LBP (1.07 percent) in the year 2015, against a value of 4.89 billion LBP in 2014, hence a decline of 216 million LBP (5.29 per cent).

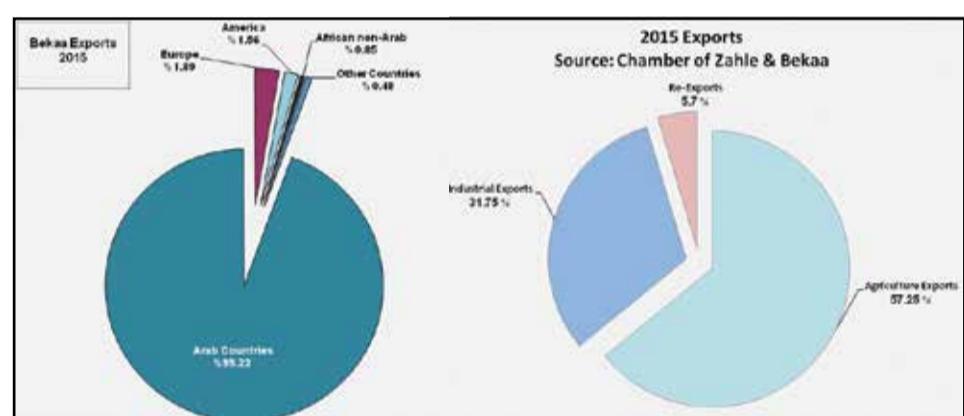
Moreover, exports of olive oil have improved in 2015 and ranked ninth in terms of exported products through the Chamber of Zahle and the Bekaa with a total of 3.30 billion LBP compared to 2.90 billion LBP in the year 2014. This represents an improvement of 403 million LBP (13.91 per cent), which is due to the demand of the high quality of Lebanese olive oil.

Agricultural exports

Agricultural exports for 2015 amounted to 210.15 billion LBP and accounted for 57.25 percent of total exports. Compared with 309.95 billion LBP registered in 2014, there is a decline of 99.81 billion LBP or 32.20 percent.

Potatoes, fruits and vegetables ranked first in agricultural products' exports, and were received by twenty-two countries. These exports amounted to 205.15 billion LBP with a decline of 96.12 billion LBP or 31.88 percent compared with 301.17 billion LBP in 2014. This decline is due to the closing of land crossings because of the war in Syria and the turbulent markets in the region.

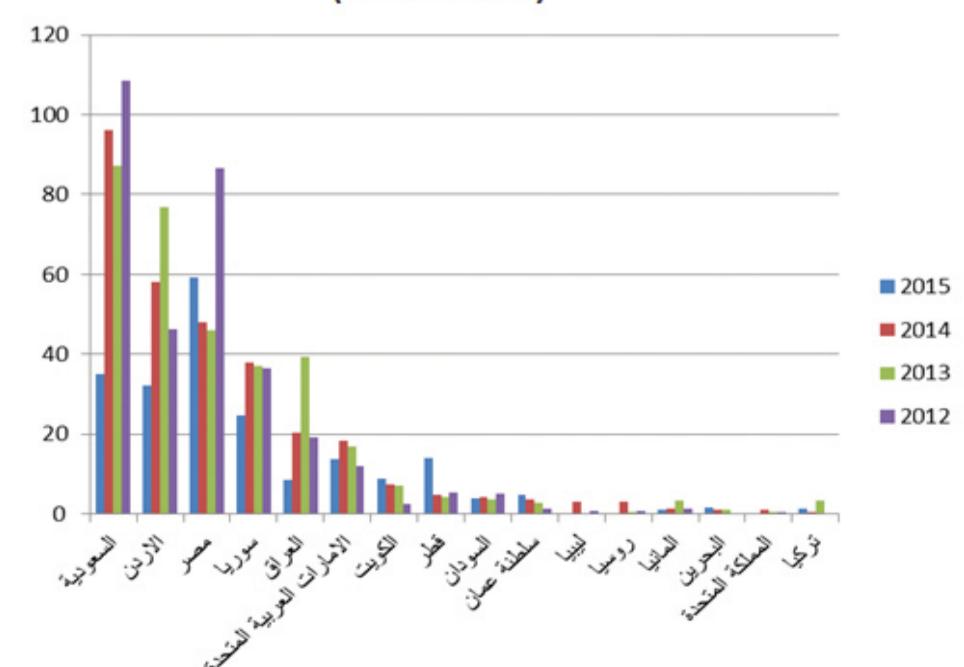
Our products enjoy a high standard and the consumer keeps looking for them in the markets for their high quality and flavor and the strict commitment to scientific use of pesticides by the majority of farmers. It is noteworthy that exporters opened new and promising markets, especially in Nigeria - Ethiopia and they are back again in Libya.



Re-export

The value of re-exported goods in 2015 from Zahle and the Bekaa region amounted to 20.78 billion LBP and accounted for 5.72 percent of total exports, compared with 39.58 billion LBP in 2014, which represents a significant decline of 18.80 billion LBP or 47.51 percent. It is worth noting that despite the turbulent security conditions around Lebanon, especially the closing of land crossings in the neighboring countries, businesses are still active in triangular trade.

**Bekaa Exports by Country & Year
(billion LBP)**





Agriculture support aiming for a better productivity

*Export Plus...Agri Plus...Maritime Bridge...IDAL...2001-2015
Summary of direct and indirect agricultural subsidies programs in Lebanon*



The Lebanese government approved in August 2001 the five-year Export Plus program to support agricultural production in Lebanon at a cost of about 173 billion Lebanese pounds. Exports of fruits and vegetables during this period reached about 1.7 million tons. On March 5th 2006, the government decided to extend the program for additional five years with the reduction of subsidies by 20 percent each year up to the year 2011 and the set up of a new mechanism to support agriculture. The program costs reached about 160 billion Lebanese pounds during that period.

Assessment of the first five years ending December 2004 reveals an increase in the volume of exports of vegetables, fruits and eggs which amounted to 363,289 tons when compared with the same period of time before the launch of the program (April 1998-August 2001). In parallel, exports' revenues increased to 320 billion Lebanese pounds and were reflected in an increase in the transport sector revenues which amounted to 69 billion Lebanese pounds. Moreover, total revenues related to the production of paper and cardboard, and nylon products - which are associated with the exports of industrial goods such as packaging, cold storage and transportation - amounted to 62 billion Lebanese pounds. In addition to the above, farmers' income have increased with an estimated value of 325 billion Lebanese pounds resulting from the increased volume of oil exports on the one hand, and an increase in the demand of agricultural products and the subsequent increase in price on the other. In terms of trucks engaged in the transportation of Lebanese agricultural products through the program, the total number of trucks reached about 82,339 trucks, with Lebanese trucks forming the largest percentage of trucks (66 %), while revenues reached about 82 billion Lebanese pounds.

In 2011, «AGRI Plus» program was set by the government to enhance the productivity and quality of agricultural products and to be compatible with WTO requirements. This new program was based on four key elements:

1. Increase productivity: through providing the necessary training to farmers to improve the quality of production and encourage plantation of new crops to fit with regional and global demand.
2. Improve packaging: by providing adequate support to exporters for improving packaging and cooling centers to be in line with international quality standards.
3. Marketing and promotion: a comprehensive program to provide marketing at the local and international levels through providing technical and financial support to exporters to participate in relevant exhibitions.
4. Financial support: to cover part of the cost of packaging

Furthermore, and in response to Lebanese exporters claim to alleviate the negative impact of the closure of land crossings resulting from the Syrian crisis, the Lebanese government took the decision on July 2, 2015 to support Lebanese exporters through the «Maritime Bridge» program with an advance of treasury of 21 billion Lebanese pounds for a period of seven months. Again, IDAL was in charge to implement the program by supporting the difference of cost between the road transport before the closure of the crossings and the cost of maritime transport for fresh and processed products to the Arab countries by ferry with their various forms (RoRo or RoPax).

The Lebanese Cypriot Economic Forum: Mutual Promising investments

The President of the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, Mohammed Choucair, headed the economic delegation of businessmen to attend the Lebanese Cypriot Forum hosted by Limassol city over two days.

According to Choucair, the participation of some 200 Lebanese businessmen in the forum and the accompanying exhibition is a clear indication of the private sector interest in prospecting opportunities abroad, stressing that Cyprus is rich in promising opportunities, and for this "we shall tap all the possibilities to establish and consolidate the understandings on solid foundations for the future."

He pointed out to the creation recently of the Lebanese-Cypriot Council of Businessmen headed by George Chehwan, hoping it will achieve a leap in bilateral economic relations. "Economic ties between Lebanon and Cyprus are still modest despite the strong relationship between the two countries; a fact that is validated by the volume of bilateral trade which amounted to about \$ 35 million in 2015," he said.

Phoenicians' Route

Choucair estimated that there are many investment opportunities to grasp in the field of construction, contracting, and tourism. He showed up the possibility to make of Lebanon and Cyprus one single tourism destination of the Mediterranean and to benefit from the project launched by the minister of tourism named «Phoenicians' Route».

He noted the possibility of cooperation with the Cypriot companies in many fields, especially in oil and gas. He called to create genuine partnerships to take advantage of this wealth.

George Chehwan confirmed his faith in the future of bilateral relations counting on the establishment of the Lebanese Cypriot Business Council to give impetus to economic relations between the two countries. He explained the objectives of the Council, which is "to reach a large number of investors and encourage them to work in the areas of real estate, restaurants, tourism and others," pointing out to the existence of twelve Lebanese banks active in Cyprus.

Competitive Advantages

Haji Roussos, Chairman of the Cypriot-Lebanese Association, explained the competitive advantages of Cyprus that has endured an economic crisis, but has witnessed in the 2015 an economic growth of 1.5 percent, and this percentage is expected to rise significantly in 2016.

Roussos noted that «tourism sector is the most attractive sector in Cyprus in addition to the tax system which is the most flexible in the European Union.»

Oil and gas

Wissam Dahabi, head of the Oil Authority Management, disclosed the latest developments in the field of exploration and prospection of oil and gas in the territorial waters. He exposed legislative, financial and legal frameworks and the preparations carried out by the Oil Authority in the technical and environmental fields as well as studies based on two-dimensional and tri-dimensional surveys.

On his part, the Cypriot minister of energy called on Lebanon to «speed up the decision process regarding oil and gas because it is in the interest of both countries.»

The Investment Development Authority of Lebanon (IDAL) headed by Itani, provided a detailed presentation on the investment environment in Lebanon and its competitive advantages. Itani pointed out that «Lebanon is still among the most attractive countries for foreign direct investments which amounted to 6 percent of the gross domestic product in the year 2014, allowing Lebanon to maintain, during the last decade, the highest ranking among Arab countries in terms of ratio of investment to GDP".





The cost of political unrest

The latest decisions taken by GCC countries towards Lebanon will, no doubt, have negative repercussions on the local economy. Yet, the impact is mitigated to some extent.

Saudi Arabia's recent decision to halt military grants of US\$ 4 billion to Lebanon, followed by other GCC states to issue advisories for their citizens travelling to Lebanon after declaring Hezbollah as a terrorist organization, is expected to adversely impact fund flows into Lebanon, as well as bank deposits growth and external deficit of balances.

Although the immediate impact on the fiscal and external position is insignificant, further escalation of tensions could, in fact, lead to a slowdown in remittances from the Gulf Cooperation Council (GCC), a reduction in foreign-exchange reserves and disruptions in trade flows, which would impact negatively Lebanon.

Lower remittances?

The impact on remittances is one of the major concerns. Lebanese diaspora living in the Gulf is a broad, wealthy and loyal depositor base, and the growing level of deposits supports the ability of Lebanon's banks to continue financing the high and increasing government debt burden. In 2015, workers' remittances flood from the four corners of the planet amounted to \$7.5 billion and accounted for 15% of the gross domestic product (GDP). Among these, around 43%, or approximately 7% of GDP, came from Gulf countries, followed by North America (15%), Western Europe (15%) and Africa (14%).

Thus an escalation in tensions with the GCC could slow growth in remittances and banks' deposit inflows through measures like freezing new visas for Lebanese nationals or expelling Lebanese employees. Around ninety workers have already been fired from their jobs in Saudi Arabia, amid the latest decisions taken by the Kingdom.

Yet, many considered this act as "symbolic". In a report about Lebanon by Moody's, the rating agency said it did not expect the governments of the Gulf States to resort to firing Lebanese employees.

A massive move is, hence, not to be feared. Yet, the danger comes from somewhere else: the drastic fall of revenues in many oil-exporting countries around the world, including the Gulf countries as

a result of the strong decline in oil prices, which have recently reached its lowest level since eleven years; this might have a much greater impact than the current political tensions on the employment of Lebanese, their revenues and, consequently, their transfers to their home country....

A threatened financial position?

On another level, lower GCC support is expected to erode Lebanon's still robust external payments position. GCC governments could withdraw their deposits from the Lebanese central bank, which are estimated at around US\$ 1 billion. These deposits were injected in 2006, during Israel war on Lebanon in order to shore up confidence in the currency peg.

Although relatively small compared to the \$33 billion in foreign-currency deposits held by the Central bank, such a withdrawal would be a signal for lower backing from GCC countries in the event of a liquidity crisis.

Yet until now, Lebanese officials did not get any request by Saudi Arabia or another Gulf country to withdraw these deposits from the Central Bank.

Another potential "collateral damage" to the current crisis: the progressive withdrawal by private Gulf depositors of their deposits from commercial banks. Some local analysts minimize, however, the repercussions of such a possible collective decision, arguing that total non-resident deposits amount to \$32 billion and are mostly owned by expatriates, which means that the Lebanese banking sector can still handle an eventual GCC depositors' withdrawal.

IN 2015, WORKERS' REMITTANCES FLOOD FROM THE FOUR CORNERS OF THE PLANET AMOUNTED TO \$7.5 BILLION. AMONG THESE, AROUND 43%, OR APPROXIMATELY 7% OF GDP, CAME FROM GULF COUNTRIES

On the same reassuring tone, Moody's said that the latest measures taken by GCC states urging their nationals to refrain from traveling to Lebanon, will not have a direct impact on the country's financial situation.

Nevertheless, the Lebanese financial sector has never been under that much under pressure or subject to scrutiny at least over the past ten years; tensions with GCC countries adds, in fact, a layer to the already mounting pressure imposed by the US administration since the beginning of the Syrian crisis. Lebanese banks are treading carefully, as US authorities in the past have forced the closing or restructuring of banks involved with Hezbollah, as was the case in 2011 with the Lebanese Canadian Bank involved in a money-laundering operation with individuals close to Hezbollah, and in June 2015 with the Middle East and Africa Bank.

SAUDI ARABIA ALONE REPRESENTS 12% OF TOTAL EXPORTS AND IS THE NUMBER ONE DESTINATION FOR LEBANESE EXPORTS

GCC market: 27% of Lebanese exports

Finally, a disruption in trade flows between Lebanon and Gulf countries would hurt an already weak trade position. Lebanese exports to the GCC (excluding Oman) have been relatively stable over the years and comprised around 27% of total exports.

Saudi Arabia alone represents 12% of total exports and is the number one destination for Lebanese exports; major exports include electrical machinery, preparations of vegetables, fruits, nuts, furniture, and jewelry.

Last year, trade exchange between the two countries reached US\$740 million, against US\$ 793 million in 2014 and US\$ 840 million dollars in 2011. Since the beginning of the Syrian crisis, the exchange volume has thus already decreased by US\$ 100 million dollars - before the emergence of the current crisis.

This was mainly due to border closings with Syria and weaker regional demand.

Trade disruption with GCC countries might hence hurt even more Lebanese exporters; according to analysts, these countries are however unlikely to take the form of direct sanctions, but could include non-tariff barriers.

Little impact on tourism

The impact is nonetheless limited on both the tourism and real estate sectors. Gulf residents have already

Bachir El Khoury

exited for the most part of the Lebanese real estate sector and have put their assets up for sale for years now.

According to Moody's, the proportion of visitors coming from the GCC countries has already fallen by 55% since 2011 for security reasons. Visitors arriving from Saudi Arabia, Kuwait, Qatar, Bahrain and the UAE have, in fact, declined from around 18% to 7% in 2015.

Lebanon was however able to overcome this strong drop during the last two years. The number of tourists, which declined to 1.3 million in 2013, against a historical peak of 2.2 million in 2010, has climbed again to 1.5 million in 2015, its highest level since 2011.

Impact on sovereign credit rating

Finally, an eventual slowdown in remittances from the Gulf Cooperation Council (GCC), which is already foreseen by the reduction in oil prices, a reduction in foreign-exchange reserves and disruptions in trade flows, can potentially have negative sovereign credit implications for Lebanon.

Standard & Poor's recently affirmed its 'B-/B' long-and short-term foreign and local currency sovereign credit ratings on the Republic of Lebanon with a negative outlook.

The negative outlook, according to the rating agency, reflects the view that the protracted political deadlock and increasing regional tensions could further impair the functioning of the Lebanese government and result in a further slowdown in banking sector deposit growth over the next 12 months.

S&P warned it could lower its ratings on Lebanon if, over the next 12 months, deposit inflows significantly slowed or foreign-exchange reserves declined much further than expected and the domestic political gridlock escalated to something more destabilizing.

S&P's affirmation of ratings assumes that Lebanese bank deposits will grow by at least 4% in 2016, or about 12% of GDP. Approximately two-thirds of Lebanese bank deposits are in foreign currency and nearly one-fourth is externally sourced. These flows of funds are critical sources of funding for the government's 2016 gross borrowing requirement of about 26% of GDP.



The Role of Manufacturing Industries in the Arab Region

Myriam Hajjar

The Economic Research department in the General Union of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture for Arab countries released a study concerning the manufacturing industries in the Arab region.



The manufacturing sector has historically been and remains today the motor that drives nations out of poverty into rich nations, from Great Britain in the 19th century to China in the 21st century. Development and manufacturing are synonymous; hence the classical labeling of rich nations as "industrialized nations". Along with GDP contribution, the need for a large and diverse pool of skilled human resources results in higher salaries, and consequently a more equitable distribution of wealth in a society with significant manufacturing.

Growth rates achievable in this sector are unparalleled in any other sector. Innovation in digital electronics and its incorporation both in products and in manufacturing equipment has resulted in the 4th industrial revolution we are witnessing today. These are the result of government vision, quality education and implementation in manufacturing sector.

The economic crisis of 2008 negatively influenced the evolution of the manufacturing industries. However, focusing on the merger of the digital and physical world on one hand, and using the renewable energy on the other hand, is a major breakthrough in this sector, not to mention that the drop in growth rate in China, as well as the developed and emerging countries contributed to a decrease in the international economic growth. Due to large investments, the GCC countries have become the hub for manufacturing industries in the Arab region.

The added value of the manufacturing industries has doubled between 1990 and 2014. The three major emerging sectors in the industry are: food and beverage, chemicals and their derivates, and machinery and mechanicals. The weaknesses of the Arab industry are the lack of a solid industrial basis and its diversification. Also, these countries cannot rely anymore on exporting raw materials; since these products are facing high competition due to the technology that is spreading through the international markets. Both trade agreements, GAFTA and Agadir, have been inefficient and below expectations. GAFTA (Greater Arab Free Trade Area) was declared within the Social and Economic Council of the Arab League as an executive program to activate Trade Facilitation and Development Agreement that has been in force since 1998. GAFTA includes in its membership seventeen Arab countries. The Agadir Agreement is a free trade agreement between Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia. The important feature of this agreement is the use of European rules of origin. According to UNIDO Industrial Development Report that Saudi Arabia contributes most in the global manufacturing industries, while Qatar has the highest added value per capita generated by these industries.

China, Mexico and India are the top three exporting countries of the manufacturing industries. Their export is essential for increasing their reserve of foreign currency as well as their ability to compete in foreign markets. According to UNIDO, Saudi Arabia has a total of 28% of the manufacturing industries among Arab countries, which represents a total of 1.69% worldwide. As for Tunisia, it has the highest Arab proportion in the medium-high technology exports in the manufacturing industries.

There are a lot of reasons why the Arab industries have drifted from their original goals. The most important factor consists in the technological gap and the inability to develop capabilities to produce the needed technology. Therefore, all governments should unify their efforts in order to properly invest in the existing resources. The second issue is the minimal investment in R&D and the absence of programs aiming to match study results with the market

needs. The Institution of International Finance estimates the gross amount of losses to be around 717 billion USD between 2011 and 2014, due to the unstable situation in the region.

The manufacturing industries in the Arab region are not innovative due to many reasons, including: basic transformative industries, products not meeting international standards, lack of appropriate financing for industrial projects, inadequacy of products to the market needs, weakness of productivity and marketing inefficiency, lack of appropriate communication between various industries in the Arab world, which affect negatively the marketing strategy, underdeveloped infrastructure in many countries, high productivity costs due to energy and transportation fees, high costs of exportation, and lack of industrial expertise, etc...

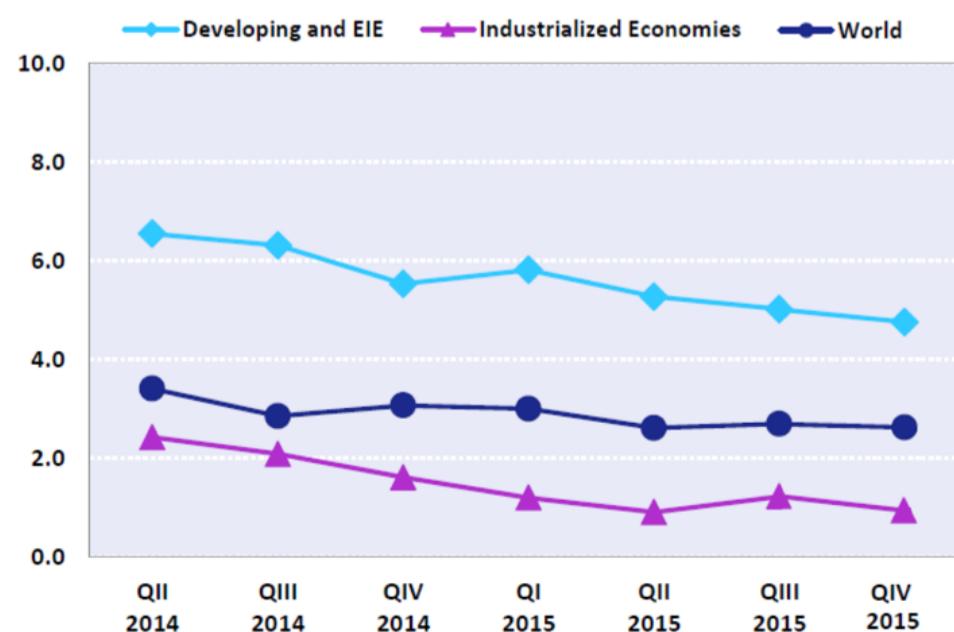
The evolution in the industrial world is taking a new path towards using the renewable energy and adopting the cleanest methods in the manufacturing processes. The use of renewable energy by the Arab countries does not reflect their true potential, because solar energy is mostly available in these countries. However, many countries are trying to adopt new strategies in order to make use of these sources.

Many obstacles come in the way of the manufacturing industries' development in the Arab countries, and they are of three types: the first type consists of instabilities and their effect on the concerned countries; the second type consists of internal challenges that affect the competitive advantage for the Arab industry, and the third type represents the foreign challenges such as the emergence of new industrial technologies. Development should be made through the manufacturing sector that represents the essence of economic improvement. Manufacturing industries in the Arab countries are more likely to grow due to the price decrease of oil and gas, and other raw materials. In order to improve, a deeper approach should be made concerning the industrial crisis, the causes and fundamental obstacles.

Suggestions for a better performance:

- Set a fully Arab integrated strategy to expand the manufacturing industries
- Provide support from Arab governments
- Include the private sector in technological development
- Highlight the role of banks and financial institutions
- Commit to reduce obstacles facing the Arab financing
- Enhance the export of the manufacturing industries' products and items
- Intensify the use of new technologies
- Increase the research and industrial development in the private sector
- Enhance the role of Arab industrial chambers concerned about the industrial sector
- Cooperate with foreign parties in the industrial sectors

Growth in Manufacturing Industries (%)





Market Stars in Africa

Lebanese exports to non-Arab African markets formed 17% of total exports in 2015.

South Africa is the leading destination of exports to Africa, where jewelry accounts for a major portion of exports to this country. Other leading destinations include the following six countries: Congo, Nigeria, Ivory Coast, Ghana, Angola, and Liberia.

Exports to these six countries have increased from 99 million USD in 2006 to 257 million USD in 2013, then dropped to 194 million USD in 2015.

Major exports in 2015 included electrical equipment with a value of 70 million USD, followed by metals (32 million USD), and prepared foods and beverages (19 million USD).

The presence of the Lebanese Diaspora in Africa has raised the demand for Lebanese products across the continent. Exports of Lebanese products were also boosted by the ease of trade and movement of goods between Lebanon and these countries.

Prepared by the Center of Economic Research at CCIA-BML

LEBANESE EXPORTS TO MAIN MARKETS IN AFRICA (THOUSAND USD)						
HS Code	Section	2015	2014	2013	2012	
1	Live animals; animal products	2,372	2,589	2,557	2,450	
2	Vegetable products	4,044	4,360	4,241	3,694	
3	Animal or vegetable fats and oils	1,032	982	912	1,337	
4	Prepared foodstuffs; beverages, tobacco	19,478	22,774	33,431	29,276	
5	Mineral products	502	650	995	546	
6	Products of the chemical or allied industries	8,526	10,370	12,462	12,917	
7	Plastics and articles thereof; rubber	14,822	18,466	18,201	19,162	
8	Raw hides and skins, leather, fur skins	378	302	159	227	
9	Wood and articles of wood; wood charcoal; cork	1,973	2,024	2,183	1,957	
10	Pulp of wood; paper and paperboard	9,331	13,516	11,786	11,517	
11	Textiles and textile articles	3,689	3,919	4,620	4,622	
12	Footwear, umbrellas, artificial flowers	691	454	549	553	
13	Articles of stone, plaster, cement, glass	4,702	5,064	4,379	4,329	
14	Pearls, precious stones and metals	90	31	97	28	
15	Base metals and articles of base metal	32,071	28,158	29,455	25,594	
16	Machinery; electrical instruments	70,804	87,510	112,279	90,200	
17	Vehicles, aircraft, vessels, transport equipment	3,472	4,221	4,266	3,622	
18	Optical, photographic, medical, musical instruments	435	603	903	623	
19	Arms and ammunition; parts and accessories	0	0	0	39	
20	Miscellaneous manufactured articles	15,855	19,778	13,943	12,129	
21	Works of art, collectors' pieces and antiques	68	71	87	44	
TOTAL		194,340	225,837	257,507	224,864	

CHANGE OF LEBANESE EXPORTS TO MAIN AFRICAN MARKETS (2006-2015)										
Thousand \$	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Congo	16,149	30,035	33,885	31,154	37,905	34,837	44,491	50,460	47,478	47,425
Nigeria	33,832	42,853	53,952	43,061	48,091	39,614	43,224	73,332	58,752	42,549
Ivory Coast	11,873	17,002	22,182	18,427	26,226	19,328	28,410	26,583	37,793	33,132
Ghana	13,787	21,081	21,037	23,009	28,799	36,289	30,361	35,870	24,265	28,152
Angola	13,518	24,546	36,177	36,962	37,612	35,647	54,938	52,782	40,195	21,768
Liberia	10,592	12,570	15,731	13,706	15,482	16,262	23,440	18,480	17,354	21,314
TOTAL	99,751	148,087	182,964	166,319	194,115	181,977	224,864	257,507	225,837	194,340

Lebanon in Figures

in billion US\$ (unless otherwise specified)

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015
10	Growth	2.80%	3.00%	2.00%	2.00%
11	GDP (in constant Prices 2010)	39.80	40.80	41.60	42.40
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	47.80	47.10
20	CPI	10.10%	1.10%	-0.71%	-3.40%
21	M1	4.71	5.05	5.50	6.00
22	M2	43.16	45.59	48.67	52.15
23	M3	104.01	111.12	117.64	123.62
24	M4	109.23	117.25	124.55	130.92
26	Banks Assets	151.90	164.77	175.64	186.00
27	Banks Deposits	127.60	139.16	147.63	155.00
28	Banks Loans- Resident Private Sector	37.84	41.50	45.36	48.04
30	Balance of Payment	-1.54	-1.13	-1.41	-3.35
31	Current Account	-10.00	-12.23	-12.95	*4.74
32	Balance of Trade	-16.80	-17.29	-17.18	-15.12
33	Imports	21.28	21.23	20.49	18.07
34	Exports	4.48	3.94	3.31	2.95
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	20.00%	20.00%	20.00%
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	4.13 Mn	4.18 Mn	4.23 Mn	4.28 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.82 Mn	2.85 Mn	2.88 Mn	2.91 Mn
51	State Budget Deficit	-3.92	-4.22	-3.07	-3.95
52	Budget Revenues	9.40	9.42	10.88	9.58
53	Budget Expenditures	13.32	13.64	13.95	13.53
54	Public Debt	57.68	63.47	66.57	70.31
55	Debt Service	3.61	3.79	4.19	4.46
56	Total Primary Deficit / Surplus	-0.10	-0.24	1.31	0.72
56	Total Primary Deficit / Surplus	-0.24	0.58	1.31	0.48

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• Consumer Price Index

Based on the Central Administration of Statistics, CPI dropped 3.40% in 2015 compared to the end of 2014. The CPI had decreased by 0.71% in 2014 compared to the end of 2013.

• Balance of Payments

In 2015, the deficit in balance of payments reached 3.35 billion USD compared to a deficit of only 1.4 billion USD in the end of 2014.

• Trade Balance

The trade deficit reached 15.12 billion USD in 2015, compared to 17.18 billion USD in 2014. Exports decreased by 10.9% in 2015 compared to 2014, while imports decreased by 11.82%. This led to a drop of 12% in the trade balance.

• Public Finance

In 2015, public expenditures decreased by 3.0% compared to 2014, while revenues dropped by 12.0%. Hence, the budget deficit rose by 28.7%.

Primary surplus reached 724 million USD in 2015, a decrease of 44.6% from 1.31 billion USD in 2014. This was caused by the increase of debt service by 6.5% and decrease of public revenues by 12.0 %, in addition to the decrease of public expenditures by 3.0%. Repayments of foreign debt principal increased by 13.9%.

Total Primary Deficit/Surplus = Budget Revenues – (Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

• Public Debt

Public debt increased from 66.6 billion USD to 70.3 billion USD between 2014 and 2015 - an increase of 5.6% over one year.



CONFERENCES

BELARUSIAN INDUSTRIAL FORUM

Scope: Global Industrial
Location: Minsk - Belarus
Date: 03-06 May 2016
Phone: 00375173143430 / 3143435
Email: sharko@expoforum.by
Website: www.expoforum.by

QUALITY & SAFETY OF FOOD & MEDICINE

Scope: Food & Medicine
Location: Amman – Jordan
Venue: Holiday Inn
Date: 08-12 May 2016
Phone: 0096265563860 / 790623889
Email: maram@petraconf.com
info@petraconf.com
Website: www.atlashrd.com

ADVANCED CONTRACT DRAFTING, NEGOTIATION & DISPUTE MANAGEMENT

Location: Mumbai - India
Venue: Holiday Inn
Date: 09-10 May 2016
Email: george-globalm.in

8TH ANNUAL BOARD SECRETARY 2016

Scope: Board Secretary Tasks
Location: Dubai – U.A.E.
Venue: Hyatt Regency Dubai Creek Heights
Date: 09-11 May 2016
Phone: 0060327236611
Fax: 0060327236622
Email: Rachely@marcusevanskl.com

FOOD SAFETY INDIA SUMMIT 2016

Scope: Food
Location: Mumbai - India
Venue: Holiday Inn
Date: 12-13 May 2016
Phone: 08889002890
Email: info@globallandmark.co.in
gary@globalm.in

TA'ATHEER 2016 – MENA'S SOCIAL IMPACT AND CSR FORUM

Scope: CSR
Location: Dubai – U.A.E.
Venue: The Address Hotel
Date: 22-23 May 2016
Email: taatheer@informa.com

GOVERNMENT FINANCIAL INFORMATION MANAGEMENT SYSTEM -GFmis

Scope: Finance
Location: Amman – Jordan
Venue: Holiday Inn
Date: 22-25 May 2016
Phone: 0096265545290 / 799549892
Fax: 0096265545291

Email: training@bristoltld.com
Bristol_td@yahoo.com
Website: www.bristoltld.com

THE 2ND SME REGIONAL CONFERENCE

Scope: SMEs
Location: Amman – Jordan
Venue: Le Meridien Hotel
Date: 23-24 May 2016
Email: Hiba.abutaleb@jci.org.jo

THE 3RD ANNUAL PUBLIC SECTOR INNOVATION AND PERFORMANCE MANAGEMENT

Scope: Public Sector
Location: Dubai – U.A.E.
Venue: Hyatt Regency Dubai Creek Heights
Date: 23-25 May 2016
Phone: 0060327236611
Fax: 0060327236622
Email: SafiyaR@marcusevanskl.com

COMPETITION LAW 2016: PRIVATE ENFORCEMENT IN PRACTICE

Scope: Damages Directive/ In-House Perspectives/Collective Actions & Settlement
Location: Berlin - Germany
Date: 30-31 May 2016
Phone: 00493080208022300
Fax: 00493080208022259
Email: regina.luening@eurocad.eu
Website: www.eurocad.eu

EXHIBITIONS

EXPO 2016 ANTALYA

Industry: Horticulture
Location: Antalya - Turkey
Date: 23 April – 30 October 2016
Website: www.expo2016antalya.org.tr

FI ISTANBUL 2016

Industry: Food
Location: Istanbul - Turkey
Date: 04-06 May 2016
Phone: 00902164255354
Fax: 00902164256302
Email: www.ubmistanbul.com

MAC FRUIT ATTRACTION MENA

Industry: Fruit
Location: Cairo - Egypt
Date: 04-07 May 2016
Website: www.macfruitattraction.com
www.foodafrica-expo.com

16TH SHANGHAI ASIA ORGANIC FOOD EXPO 2016

Industry: Organic Food
Location: Shanghai - China
Venue: Shanghai Everbright Convention & Exhibition Center
Date: 06-08 May 2016

Phone: 008601058907139
008613014516300
Fax: 008601057952332
Email: organicfoodhelen@163.com

NAWF-WOMEN ENTREPRENEURS

Industry: Empowering Arab Women
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Phoenicia Intercontinental Hotel
Date: 11 May 2016
Phone: 009611780200
Fax: 009611780206
Email: register@nawforum.com
Website: www.nawforum.com

11TH MEDITERRANEAN EXHIBITION OF AGRICULTURE AND FOOD INDUSTRY-SMA MEDFOOD

Industry: Food
Location: Sfax – Tunisia
Venue: Sfax International Fair
Date: 11-15 May 2016
Phone: 0021628610004 / 29410105
Email: araf@foiredesfax.com
business.development@foiredesfax.com

SALON DE LA COIFFURE

Industry: Beauty
Location: Beirut – Lebanon
Venue: BIEL
Date: 13-16 May 2016
Email: leb@biel-group.com
Website: www.biel-group.com

INNOVATION EXHIBITION

Industry: Global
Location: Jakarta - Indonesia
Date: 15-19 May 2016
Phone: 00966126466041
Fax: 009611983121
983067 / 865630
Email: opcm@pcm.gov.lb /
hichamelchaar@gmail.com /
chowdhuryN@isdb.org

THE 15TH COMMERCIAL EXHIBITION FOR THE MEMBER STATES OF THE ISLAMIC COOPERATION ORGANIZATION

Industry: Global
Location: Riyadh – K.S.A.
Date: 22-26 May 2016
Website: www.Islamicexpo-sa.com

REIFEN 2016

Industry: TYRES
Location: Essen - Germany
Date: 24-27 May 2016
Phone: 00492017244587 /394
Fax: 00492017244435
Email: reifen@messe-essen.de
Website: www.reifen-messe.de

PROJECT LEBANON

Industry: Construction
Location: Beirut – Lebanon

Venue: BIEL
Date: 31 May – 03 June 2016
Email: projectlebanon@ifpexpo.com
Website: www.projectlebanon.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

ONEOFF

Activity: Creation of Prototypes & Agricultural Models
Location: Milan - Italy
Phone: 00390236517890 / 5
Email: info@oneoff.it
Website: www.oneoff.it

CHANGZHOU CHUANGKE EQUIPMENT CO., LTD.

Activity: Drying, Granulating, Grinding and Mixing Machinery Research
Location: China
Phone: 008651988906708
Fax: 008651988906708
Email: unackdry@outlook.com
Website: www.unackdry.com

HIGER BUS COMPANY LIMITED

Activity: Bus Manufacture
Location: China
Phone: 0086051262581850
Fax: 0086051262582150
Email: fenglu@higer.com
Website: www.higer.com

LIFAN INDUSTRY GROUP CO. LTD.

Activity: Manufacturer of Heavy Duty Trucks
Location: China
Phone: 008602361668109
Fax: 008602361663777/6011
Email: iecauto08@lifan.com
Website: www.lifan.com

SAFE N BEAUTIFUL PC

Activity: Manufacturer of Children's Nail Polishes
Location: Athens - Greece
Phone: 0030 210 9590522
Fax: 0030 210 9400172
Website: www.safe-nails.com

COCOON SOLAR ENERGY

Activity: Supplier of off-grid photovoltaic, wind and hybrid systems
Location: Athens - Greece
Phone: 0030 210 325 0458
Fax: 0030 210 271 7635
Email: info@cocoon.gr
Website: www.cocoon.gr

SANAYEH HEADQUARTER

T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH

T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH

T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH

T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyn Jallad, **Coordinateurs:** Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Rita Roukoz Nehmé

ECONNEWS est disponible sur: www.ccib.org.lb

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14